LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

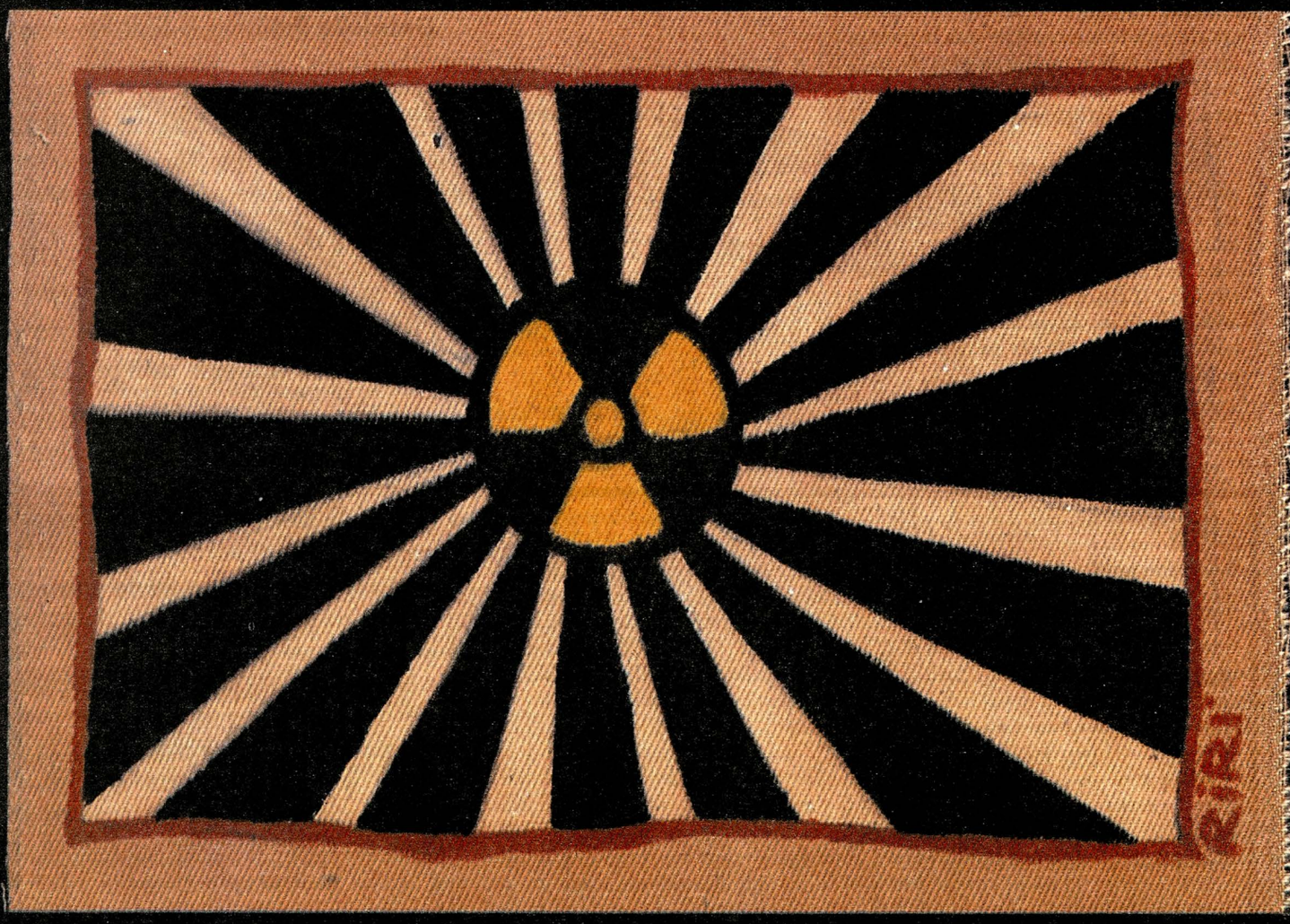
ISSN 0026-9433

N° 1628
du 24 au 30 mars 2011

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« La sécurité, c'est mon dada. »
Caligula

LE JAPON (IR)RADIÉ DE LA CARTE ?



M 02137 - 1628 - F: 2,50 €

Sommaire

Le *Monde libertaire* est le journal de la Fédération anarchiste. L'édition, la mise en page, l'iconographie et la correction sont assurées par le Comité de rédaction du Monde libertaire (CRML), formé de membres de la FA qui leur confie ce mandat pour un an.

Les auteurs des articles ne sont pas tous membres de la FA mais leurs productions sont systématiquement lues et acceptées à l'unanimité par le CRML avant leur publication.

Pour soumettre un article au CRML, il suffit d'envoyer un fichier au format *doc* à l'adresse :
monde-libertaire@federation-anarchiste.org

La mention « Article » doit figurer dans l'objet de l'email. Une page du journal représente environ 5 000 signes, espaces comprises. Si l'article est accepté, nous nous occupons de l'illustration, bien que nous acceptions les images éventuellement fournies avec l'article (libres de droit). Le CRML se réunit le mardi soir pour décider du contenu du numéro à paraître la semaine suivante. Cela signifie qu'un article reçu le mercredi ne sera lu que six jours plus tard et publié au plus tôt quatorze jours après réception, voire plus tard, en fonction de notre plan de charge.

Un article peut ne pas être publié pour plusieurs raisons qui n'ont pas trait au contenu politique. Le journal ne comprenant que 24 pages, celles-ci peuvent être occupées par des articles prioritaires. D'autre part parmi plusieurs articles traitant du même sujet, le CRML peut faire le choix de ne pas tous les publier.

Actualité

Un monde en sursis, par A. Sulfide, *page 3*
Météo syndicale, par L. Barbesois, *page 5*
L'Autruche, par F. Ladrisse, *page 5*
Des brèves, un strip, *page 6*
Psychiatrie, surveiller et punir, P. Schindler, *page 7*
Réforme de l'ISF, par G. Goutte, *page 8*

Potkinisme

La noblesse s'encanaille, par N. Potkine, *page 9*

Arguments

La fumisterie anthroposophiste, par J. Segal, *page 10*
Violence et non-violence, le débat continue, par Fred, *page 11*
Retours sur le congrès de FO, par La Sociale, *page 13*

International

Les Grecs, les anarchistes et les bombes, par R. Dreis *page 15*

Histoire

Gabrielle Petit, par P. Schindler, *page 17*

À lire et à voir

L'anarcho-syndicalisme d'après Rocker, par Yly, *page 19*
La belle rebelle, par T. Lavau, *page 20*

Mouvement

C'est pas du cinoche, par Bibo, *page 21*
Le Cats de Caen, *page 21*
La plus active des radios, *page 22*
L'agenda vous appelle, amigos, *page 23*

Tarifs **France et étranger**
(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos ◯ 25 €
6 mois, 25 nos ◯ 50 €
1 an, 45 nos ◯ 75 €

(Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Ça y est, les « démocraties » de notre bas monde se sont enfin décidées à intervenir en Libye. Jeudi 17, l'Onu a donné son feu vert pour l'organisation de frappes militaires contre les troupes de Khadafi. Les grands chefs de ce monde n'auront donc pas tout à fait rejoué le scénario de 1936 et abandonner un peuple en révolte contre un régime sanguinaire. Bien qu'antimilitaristes forcenés, nous ne pouvons que nous satisfaire, dans l'immédiat, de cette décision de la communauté internationale. Le contraire relèverait d'un purisme idéologique assurément bourgeois, complètement déconnecté des réalités quotidiennes. Quand un peuple se fait trucider tous les jours, une intervention militaire qu'il *requiert* contre son assassin lui sera toujours plus salutaire qu'une brochure ou un discours antimilitariste. Mais, évidemment, ne nous privons pas d'alerter le peuple libyen et de le mettre en garde – si besoin – contre la récupération et la confiscation de sa révolution politique par ces mêmes « démocraties » qui l'auront éventuellement libéré, en quelques frappes aériennes, des troupes de son tyran. Cette intervention ne saurait conférer en aucun cas aux gouvernements occidentaux un droit d'ingérence dans les affaires libyennes. Et elle ne doit pas non plus pousser les révolutionnaires libyens à adopter le régime politique et économique portés par les pays responsables de cette intervention. Espérons donc que la révolution suivra son cours et qu'elle saura s'opposer aux velléités interventionnistes des démocraties occidentales qui, ne nous leurrons pas, envisagent déjà de façonner à leur manière la nouvelle Libye pour la rendre conforme à leurs intérêts. De notre côté, vous pouvez compter sur nous autres, pauvres bougres que nous sommes, pour que les puissants qui nous dominent n'aillent pas jusqu'au bout de leurs ambitions « néo-coloniales ». Salut à vous, force et courage !

Voulons-nous vivre dans la peur des ruines ?

André Sulfide

À LA QUESTION de l'entretien et de la sauvegarde du patrimoine – historique, culturel, artistique –, nos sociétés dites évoluées ont posé un principe intangible : la réversibilité.

En effet, les hommes et les femmes à qui est confiée la tâche essentielle de conserver la mémoire de la production humaine, se gardent, autant que possible, de tout procédé définitif.

Sage précaution. Qui sait comment les matériaux employés évolueront avec le temps ? S'ils se dégradent et viennent à mettre en danger les œuvres qu'ils étaient censés protéger, il faut pouvoir revenir sur ses pas, neutraliser les produits dont on avait mal évalué la transformation, et utiliser une nouvelle méthode qu'on jugera plus sûre et qui sera, elle-même, susceptible d'être revue et corrigée.

Dans un lointain passé, bien avant l'avènement des conservatoires divers – témoins et miroirs de l'évolution des hommes –, les sociétés dites primitives furent confrontées à la question de leur propre sauvegarde. Aux êtres vulnérables, vêtus de peaux de bêtes, réfugiés en quelques grottes et autres habitats précaires, exposés à la rigueur hostile des éléments, la nature offrit le feu.

Peu à peu, nos ancêtres le domestiquèrent. On put se chauffer, cuire ses aliments, s'éclairer, transformer les matériaux. Cette maîtrise fut acquise pour le meilleur et pour le pire. Le soc de la charrue et l'épée du guerrier, forgés au même foyer incandescent, nous rappellent que le contrôle de l'énergie n'est rien sans un projet de société solide.

Reste qu'il n'est nul incendie qu'on n'ait su éteindre.

Et qu'il n'appartient qu'aux hommes épris de liberté, soucieux d'égalité et conscients de leurs liens de solidarité, de choisir leur voie entre l'âtre ou l'autodafé.

En pleine révolution espagnole, alors que les canons et les bombes semaient la destruction au pays de Cervantès et que le fascisme fécondait un peu partout en Europe, Durruti sut trouver les mots pour opposer, au cynisme stérile de la bourgeoisie, les forces créatrices du prolétariat. Dans un discours laissé à la mémoire des anarchistes, il déclara, en substance : « *Nous, les travailleurs, nous pouvons bâtir des villes pour les remplacer. Et nous les construirons bien mieux ; aussi nous n'avons pas peur des ruines. Nous allons recevoir le monde en héritage. La bourgeoisie peut bien faire sauter et démolir son monde à elle avant de quitter la scène de l'histoire. Nous portons un monde nouveau dans nos cœurs.* »

Brave Durruti, te doutais-tu que quelques années plus tard, la science instrumentalisée par le pouvoir apporterait un dramatique bémol à ta généreuse prophétie ?

Commandée, en toute hâte, par l'impérieux besoin des puissants à acquérir, rapidement, une sacro-sainte « indépendance énergétique » autant qu'une redoutable « force de dissuasion », l'aventure nucléaire a semé, depuis, de trop nombreux épouvantails.

Ironie de l'histoire, c'est le pays qui, le premier et le seul, fit brutalement connaissance avec les ravages de l'atome, avant de devenir l'un des temples les plus représentatifs du capitalisme frénétique et de la consommation de masse, c'est le Japon, donc, qui aujourd'hui connaît une catastrophe dont nul n'est actuellement capable de mesurer la portée.

On sait seulement que la situation est extrêmement grave. Et l'on peut raisonnablement prévoir, pour les prochaines années, une dépréciation des prestations touristiques à destination du pays du Soleil levant, et espérer de sérieux progrès dans le traitement du cancer.

Un peu partout, et particulièrement en France, les hérauts du tout nucléaire tâchent de faire partager une vision rassurante, voire optimiste, de leur choix en matière énergétique. Il est dit, entre autres fumisteries, qu'à la pire des situations possibles, on a prévu un niveau de sécurité supplémentaire.

Mais qui peut prévoir le pire ?

Un séisme de forte amplitude constituait-il un accident géologique complètement inédit ?

Le tsunami qui en fut la conséquence était-il un phénomène naturel aberrant ?

Un archipel habité – et assez considérablement nucléarisé – a-t-il commis l'impossible erreur de se trouver sur la trajectoire d'une vague aussi haute qu'un immeuble ?

Quelque part dans un univers traversé d'innombrables corps célestes, sur une planète soumise aux lois non négociables de la géophysique, des types sans scrupule ont choisi de bâtir des centrales nucléaires périssables et de faire circuler, par voies terrestre et maritime, des déchets radioactifs avant de les enterrer en zones habitées. Selon la stricte règle des probabilités, d'autres catastrophes nous attendent. C'est mathématique.

À celles et ceux qui s'inquiètent et protestent contre les dangers de la chaîne de production nucléaire – les déchets en sont l'une des preuves peut-être provisoires, mais bien réelles et toujours sans solution –, ces mêmes types sans scrupule répondent par le mépris, quand ce n'est pas par la force. Ainsi peut-on mesurer le niveau de notre civilisation où quelques-uns osent des paris mortels sur l'avenir de tous. Or, l'énergie, condition de notre survie, doit être de notre responsabilité, à chacun.

Hélas, nous sommes placés devant le fait nucléaire accompli. Et des sites dévastés qui, pour des millénaires, distillent une mort invisible et silencieuse, nous ne pouvons affirmer que nous ne craignons rien.

Mais, pour sortir de cette société qui veille avec un soin jaloux à son patrimoine au milieu d'un champ truffé de bombes à retardement, tout est affaire de priorité. Avant de régler la question des centrales atomiques, commençons par nous attaquer, pour l'abattre, au pouvoir qui les réalise.

A. S.

De bric et de broc, salmigondis syndical

L'UNITÉ de ce qui reste du syndicalisme français se fera-t-elle face au parti de Marine Le Pen ? Dans les médias au moins, certes, mais c'est un peu court. Il ne suffit pas de se réunir entre responsables des diverses boutiques agréées et de déclarer que le Front national n'a rien à voir avec le mouvement syndical pour que le danger soit définitivement écarté.

Dans les éditos de l'hebdomadaire de la Confédération générale du travail (*La Nouvelle Vie ouvrière*), on déclame : « *On a beau s'y attendre, cela surprend toujours, les échéances électorales revenues, cantonales et surtout présidentielle, les manœuvres et calculs politiciens envahissent la scène médiatique. Jusqu'au Front national qui tente de repeindre le vieux parti d'extrême droite aux couleurs du social. Pourtant, personne n'a jamais vu ce parti soutenir la moindre grève ou revendication de salariés… Bien au contraire son histoire est jalonnée d'antisyndicalisme, de stigmatisation contre les fonctionnaires, d'insultes contre les grévistes, de propos haineux contre les travailleurs immigrés.* »

Là où le bât blesse, c'est quand certaines déclarations de la centrale syndicale de Montreuil peuvent être en concordance, même éloignées, avec les idées de l'extrême droite. Dernièrement, nous rappelant le « *produisons français* », on a eu l'impression que ça et là… Bernard Thibault a certes déclaré : « *Il n'est pas envisageable qu'au nom de la liberté d'expression dans la CGT, cette dernière puisse être représentée à quelque niveau que ce soit par des militants revendiquant par ailleurs publiquement leur adhésion au concept de "préférence nationale" qui est le socle du FN…* » Pourtant le secrétaire de Montreuil avait, il y a quelque temps, « *fait allusion* » à cette position devant les ouvriers de chez Molex. Il suffit d'aller sur le site Où va la CGT ? pour avoir moult exemples. Le moins que l'on puisse dire est que tout cela mérite réflexion.

Dans *L'Encyclopédie anarchiste*, Pierre Besnard, à l'article « fascisme », rappelle le concept de corporation qui avait fait les choux gras, entre autre, du régime fasciste de Mussolini. « *Économiquement les corporations fascistes, en réunissant dans un même organisme toutes les forces d'une même industrie, patrons, techniciens, savants et ouvriers, réalisent la gageure de faire croire à l'existence d'un intérêt général.* » Et l'auteur du *Monde nouveau* de faire le parallèle avec l'Union sacrée acceptée par la CGT pendant la Première Guerre mondiale… À méditer en attendant les beaux jours.

Loulou Barbesois

Quand l'autruche éternue…

Petits porteurs de mort

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je ? Plus encore qu'à l'accoutumée nous assistâmes, la semaine dernière, à un défilé de faux-culs tout à fait admirables, rendus au sommet de leur art. Anne Lauvergeon ouvrit le bal, qui, présidente d'Areva, déclara un lundi qu'on allait « *éviter la catastrophe nucléaire, au Japon et ailleurs* » – sans qu'on sache au juste de quel ailleurs nous entretenait la dame –, et sans que cela ne l'empêche, quelques jours plus tard, de vanter l'EPR grâce auquel, selon elle, « *il n'y a pas de fuites possibles, quelle que soit la situation* ». Plus tard, la drôlesse ravala toute futilité et s'en alla admettre que Fukushima relevait « *d'une situation d'urgence absolue* ». Ah. Parfois femme nucléocrate varie ? Disons-le, et tout net : elle ne fut pas la seule, en ces jours radioactivés, à cogner de son groin hors nord les boussoles affolées. Il n'est qu'à jeter un œil sur la une du *Figaro*, daté du 15 mars dernier : « *le drame japonais menace l'avenir du nucléaire* », chouinait alors la feuille à merde, propriété de Dassault fils – hasard de l'actualité : nous en reparlerons, de cet avionneur, ici même et dans quelques lignes et pas pour lui baiser l'orteil –, il n'est donc qu'à comparer ce *Figaro*-là annonçant ceci : serait menacé l'avenir de ce qui risque de nous tuer…, il n'est, dis-je, qu'à le comparer avec les unes du lendemain, celle de *Libé* : « *panique nucléaire* », celle du *Parisien*, en corps gras : « *terreur nucléaire* » (ça se foule pas dans les rédactions) pour en conclure que merde, y faudrait finir par savoir : c'est la fin de la bourse aux matières fissiles, ou simplement la fin du monde ? Rassurez-nous, tudieu ! Nous, actionnaires d'Areva, d'ERDF, de Necto, ne sommes que de petits porteurs (de mort), pourquoi nous mener la vie dure ?

Tandis que ceux-là geignent, Air France fait des affaires. C'est de bonne guerre nucléaire. Le billet Tokyo-Paris sur ligne régulière coûte, ce jour, 14 155 euros. Non, ce n'est une faute de frappe. Quatorze mille cent cinquante-cinq. Un prix de dix fois supérieur au tarif habituel, et susceptible de s'envoler si jamais les réacteurs 2, 5, 3, 14 et plus si affinités… explosent tout à coup. Y'a pas de petits profits, n'est-ce pas. Autre exemple ? Il n'est pas jusqu'à Sarkozy qui ne cherche à tirer profit du bocson japonais. « *Si l'opportunité se présentait, et si les autorités japonaises le souhaitaient* », et si, et si… « *il va de soi que je me rendrai là-bas* ». De soi, il va, bien entendu, ne jamais y risquer ne serait-ce qu'une oreille, car l'homme à talonnettes, bien qu'agité du cervelet, n'est pas plus kamikaze que toi : comment qu'il vous l'avait survolé Haïti, tout en hélicoptère et sans jamais se poser, vous vous souvenez, les copains ? Alors le Japon radioactivé, la bonne blague… Dans deux mille ans il va de soi qu'il se rendra, bien entendu, éventuellement, là-bas. Si les autorités le souhaitent.

L'histoire ne dit pas s'il y sera accompagné du joyeux boute-en-train dont le nom, pour l'instant, nous demeure inconnu, de ce fameux drille qui décida de faire exécuter, par l'orchestre de Radio-France, lors d'une soirée de soutien aux nippons sinistrés, l'œuvre de Paul Dukas, *L'Apprenti sorcier*. Si. C'est qu'il est taquin, dans la fosse, le chef de l'orchestre rouge sang.

Plus taquin que l'avionneur et député-maire de Corbeil, on ne saurait trouver. Ce Dassault, dont le nom suffit à nous dégoûter des jeux de mots – arrête ton char, Dassault ? Bof, savez-vous ce qu'il répondit ce Serge Dassault sorry au journaliste lui demandant si ça ne l'empêchait pas de dormir, tous ces zincs vendus à Kadhaf et avec lesquels le fondu bombarde depuis des semaines les villes ? « *Quand on vend du matériel, c'est pour que le client s'en serve.* » Il a dit ça et puis c'est tout, ce Serge Dassault six. De Strasbourg. Sur le coup ça m'a fait marrer, parce que c'est exactement ce que me disaient l'autre soir les amis Richard et Josselyne. Sauf qu'eux vendent des chaussettes en poil de lapin. Et même que dedans, on est bien.

Frédo Ladrisse

http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com

Brèves de combat

Japon en grand danger

Déchets nippons et fût kenyans. Le jour du bouclage, on comptait 5 178 morts et 8 606 disparus, bilan officiel provisoire après le tsunami et le tremblement de terre, avec une situation nucléaire gravissime : 11 centrales ont été arrêtées en urgence, 5 réacteurs connaissant des problèmes graves de refroidissement, démultipliant le risque d'un accident nucléaire. Ce dernier a entraîné l'évacuation de 6 000 personnes, habitant à 3 km autour de la centrale Fukushima n°1. Les militants antinucléaires se souviendront certainement des ricanements des experts quand nous évoquions les risques dans des pays construisant des centrales nucléaires dans les zones susceptibles de subir un tremblement de terre… Pendant se temps là, Kadhafi court après ses barils.

Les Français : toujours plus malins

L'Association trinationale de protection nucléaire (ATPN) qui demandait la fermeture de Fessenheim, la plus vieille centrale nucléaire de France, exposée à des risques sismiques et à des inondations, a été déboutée le 9 mars par la justice, ouvrant la porte à la prolongation pour dix ans de deux réacteurs de la centrale. Ça tombe mal avec ce qui se passe au Japon… Mais, Sarkozy, toujours droit dans ses bottes, a souligné pour sa part « l'*excellence* » du dispositif de sûreté du parc nucléaire français. Voilà le père de l'atome qui se mouche !

Manifs à Gaza

Des milliers de Palestiniens se sont rassemblés à Gaza et en Cisjordanie pour des manifestations organisées *via* Facebook et Twitter, en faveur de la fin des divisions entre l'Autorité palestinienne et le Hamas. Tandis que le mollah révèle que sa cassette est à la Mecque.

La CGT porte plainte

Le boss de la CGT porte plainte auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT) en raison d'atteintes intolérables portées par le gouvernement lors du conflit sur les retraites à l'automne 2010. On lui souhaite bonne chance à ce syndicaliste qui jette un regard délavé sur les prolos.

Les gars de la marine

La même CGT appelle tous les marins à un mouvement de grève national et reconductible le 17 mars, pour protester contre la déréglementation dont serait victime la profession.

CRA en feu

Une dizaine de détenus ont été mis en garde à vue au commissariat de l'Évêché à Marseille, six d'entre eux, soupçonnés d'avoir mis le feu au CRA, ont été placés en détention préventive à la prison des Baumettes. Les autres ont été transférés à l'hôpital d'où une personne a pu s'évader (super !). Deux personnes ont été libérées et les quarante neuf autres transférées au CRA de Nîmes. Et les mutins firent juger le taulier…

Expulsion du CIP à Paris

Plus d'une cinquantaine de flics se trouvaient devant le squat de la Coordination des intermittents et précaires au moment de son expulsion du 63-65, boulevard de Charonne (ils n'y seront resté que quelques jours) et plus d'une trentaine de personnes ont été arrêtées, avant d'être relâchées en fin de journée. Juste le temps de bien les humilier et de leur prendre leur ADN ?

L'AN vote l'expulsion des malades

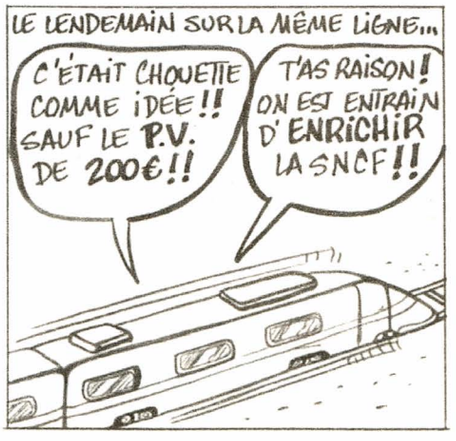
L'Assemblée nationale a adopté en seconde lecture l'article 17 ter du projet de loi sur l'immigration, qui prévoit l'expulsion des malades étrangers. Pour Aides, la xénophobie en est la seule cause : « *vingt-neuf députés ont ainsi validé de façon explicite l'expulsion, et donc la possible condamnation à mort des 28 000 étrangers vivant sur notre territoire et atteints de pathologies comme le diabète, le VIH ou le VHC. Des parlementaires sourds aux arguments de la science, de la médecine, des experts en finances publiques et à l'expression de la société civile.* »

Misère de la retraite

Le Medef s'en prend aux retraites complémentaires et la négociation sur les régimes de retraites complémentaires, Arrco et Agirc, prend une vilaine tournure. Le blocage des cotisations sur lequel s'obstine le Medef met en danger tous les régimes de retraite. C'est bien l'asphyxie par des recettes devenues insuffisantes qui constitue la tactique du Medef pour pousser les citoyens vers des assurances privées et individuelles.

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA



Psychiatrie

Surveiller et punir

Le gouvernement nous concocte encore en douce un nouveau projet de loi (ça faisait longtemps) sur l'hospitalisation sous contrainte. Une pratique qui est dénoncée par certains psychiatres comme trop sécuritaire et qui a déjà obtenu 10 000 signatures.

Ce texte, intitulé « Droits et protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et modalités de leur prise en charge », avait été initié fin 2008 par Nicolas Sarkozy, lorsque celui-ci s'était fendu d'un de ses fameux « effets de manches », après le meurtre à Grenoble d'un étudiant par un malade mental enfui de l'hôpital. Cette réforme, qui modifierait la loi de 1990, vise officiellement à « *une meilleure prise en charge des malades et à assurer leur sécurité et celle des autres, ainsi qu'à respecter leurs droits fondamentaux* ». Or, jusqu'à présent, seule une hospitalisation pouvait être décidée sous contrainte, le projet de loi rend possibles des « soins » ambulatoires sans consentement, mais plus grave, il permet également une admission en soins psychiatriques sans consentement en cas de « *péril imminent pour la santé du malade, pour répondre aux problèmes pratiques posés par l'absence de tiers* ».

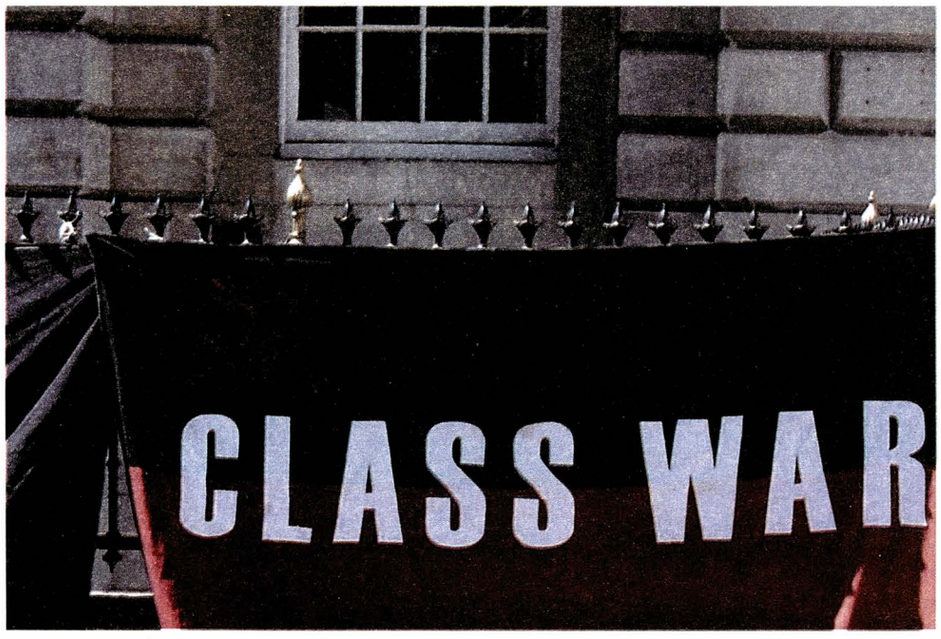
70 000 personnes dans le collimateur !

Cette réforme concerne les quelque 70 000 personnes qui, chaque année, sont hospitalisées sous contrainte, soit à la demande d'un tiers (dit « HDT », 60 000 cas) ou d'office en cas d'atteinte « *à la sûreté des personnes ou à l'ordre public* » (dit « HO », 10 000 cas). Ce texte suscite donc les graves craintes du « Collectif des 39 contre la nuit sécuritaire », qui a lancé une pétition obtenant 10 000 signatures de soignants, d'intellectuels dénonçant « *un projet de loi où seul l'ordre public est pris en compte* ». L'UMP pour sa part le trouve « *ambitieux et protecteur des personnes* ». Mais, les détracteurs de la réforme mettent en avant que cette dernière permet aussi de se conformer à la décision récente du Conseil constitutionnel, qui a censuré un article du Code de la santé publique permettant le maintien de l'hospitalisation sans consentement à la demande d'un tiers, sans l'intervention d'un magistrat au-delà de quinze jours. L'intervention du juge de la liberté et de la détention (JLD) est donc désormais prévue après ce délai, puis tous les six mois. Ce qui n'est pas sans inquiéter les magistrats.

Dans un communiqué commun, l'Union syndicale des magistrats (USM) et plusieurs syndicats de psychiatres (Intersyndicale des psychiatres publics, Union syndicale de la psychiatrie...) dénoncent cette machine : « *la logique sous-jacente est claire : aucune confiance n'est accordée aux juges, pas plus qu'aux médecins* », protestent-ils, taxant le projet de loi de « *rétrograde, injuste et inadapté* ». En effet, l'intervention du juge, qui devra être mise en œuvre d'ici au 1er août, nécessitera une mobilisation très importante des équipes soignantes et des juridictions. Le texte supprime aussi les sorties d'essai et prévoit un dispositif renforcé pour les cas les plus sensibles (personnes déclarées irresponsables pénalement ou ayant séjourné dans une « unité pour malades difficiles »). Les syndicats de psychiatres craignent surtout l'instauration d'un « casier psychiatrique », ce dont se défend bec et ongles le porte-parole du dossier au gouvernement. On peut faire confiance à Big Brother !

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

L'État, toujours fidèle à lui-même



L'État est la première chose à abattre. Solide rempart de la forteresse bourgeoise, il est le principal obstacle au renversement de la société capitaliste. Sans lui et ses avatars, nul doute que ces cochons de bourgeois se feraient rapidement cuire à la broche. C'est que l'État, structure de classe par excellence, a toujours défendu les intérêts des riches, et si cette réflexion ressemble, je vous l'accorde, à un poncif folklorique anarchiste, elle est néanmoins régulièrement confirmée par l'actualité. C'est que les slogans et les rengaines militantes, derrière leur caractère inévitablement gonflant et éventuellement simpliste et trivial, sont parfois fondamentalement justes. Preuve en est – s'il en fallait encore une – avec la nouvelle élucubration du gouvernement : réformer la taxation des grosses fortunes. À l'heure qu'il est, deux projets ont été présentés, et on ne sait pas encore lequel nos dirigeants choisiront de présenter au Conseil d'État. On ne sait pas non plus si la réforme sera effective pour 2011 – ce qui obligerait le gouvernement à présenter son projet de loi avant le 15 juin, date limite des déclarations pour l'ISF – ou s'il faudra attendre 2012. Suspens ? Non, pas vraiment. Si les deux projets diffèrent dans leur forme, ils visent tout deux à un allégement considérable de l'imposition des richesses. Le premier consisterait à conserver l'impôt sur la fortune (ISF), tout en relevant le seuil d'entrée de 800 000 à 1,3 million d'euros et en diminuant les taxations, notamment pour les patrimoines d'une valeur supérieure à 16,79 millions d'euros pour qui le taux d'imposition passerait de 1,8 % à 0,5 %. Le deuxième, quant à lui, viserait plutôt à supprimer l'ISF pour le remplacer par une taxation, non plus du patrimoine en tant que tel, mais de la variation de sa valeur, autrement dit de ses plus-values latentes. Taxation qui n'interviendrait, bien sûr, que pour les patrimoines dépassant les 1,3 millions d'euro de valeur. Quoi qu'il en soit, quel que soit le projet présenté, ce serait plus de 300 000 personnes – toute détentrice d'un patrimoine supérieur ou égal à 800 000 euros ! – qui se verraient ainsi débarrassées de cet impôt.

Et pendant ce temps là-de l'autre côté du comptoir, on nous dit que les caisses de l'État sont vides. Et, en effet, la France serait aujourd'hui endettée de plus de 1570 milliards d'euros et, actuellement, les intérêts payés par l'État français pour ses emprunts dépasseraient les 45 milliards d'euros (soit plus que le budget accordé à l'éducation). Alors, forcément, le pèse, il faut l'économiser. Et, heureusement pour le gouvernement, si l'argent s'envole, les pauvres, eux, restent toujours là, et les quelques rares deniers qui demeurent dans leurs poches trouées pourraient bien être mis à profit pour rembourser la dette publique. Alors, forcément, on tape dedans. De toute façon, les pauvres ont toujours subi les économies, alors pourquoi changer la donne ? Les riches, eux, peuvent continuer à dormir tranquille, l'État veille sur leurs coffres-forts et, plutôt que d'y prendre l'argent dont il a besoin, préfère l'y laisser dormir au calme. C'est tellement plus simple de relever l'âge de départ à la retraite, de prévoir des augmentations d'impôts pour 2012, de laisser flamber les prix, de refuser d'augmenter les salaires, et même d'envisager de rétablir les 39 heures de travail hebdomadaire. Bref, rien de nouveau sous le soleil. Ça fait des siècles que ça dure, et ce n'est pas en se laissant berner une fois de plus par les nuées de promesses électorales qui assombrissent le ciel que les choses changeront. Et il serait temps qu'on le comprenne, surtout en ces jours où, à grands coups de com' populiste et de pluies de sondages, la République monte à nouveau les chapiteaux de son cirque. Les clowns choisissent leur costume, se remettent sur le devant de la scène et s'apprêtent à rejouer le même sempiternel numéro. Ils n'ont tous qu'une seule chose en tête – la même depuis des siècles – et elle n'a pas de quoi nous faire sourire.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Quand la noblesse s'encanaille

La France n'a jamais voulu se retrouver sans noblesse. Aussi n'a-t-elle pas envoyé toute l'ancienne noblesse au rasoir national, aussi a-t-elle conservé d'enthousiasme la noblesse d'Empire. Aussi, surtout, la République s'est-elle empressée de recréer une noblesse, en apparence strictement méritocratique, celle des élèves des grandes écoles. Passons sur Polytechnique et l'Ena, dont les démérites sont connus. Aujourd'hui, c'est Normale Sup qui sera sur la sellette.

Car voilà une école dont les élèves connaissent, sur le bout des doigts, le fin du fin de la pensée critique. Sociologie, philosophie morale, ces jeunes gens n'ont, jamais, l'excuse de l'ignorance. Malgré cela, quelle collection de salopards : parmi beaucoup d'autres, le très démocratique Pompidou, l'encore plus démocratique Senghor, Giraudoux le collabo, et de nos jours, ces géants de la pensée que sont Michel Field, austère modèle de rigueur au sein du sanctuaire de vertu appelé TF1, Christophe Barbier, sage directeur du flambeau d'intelligence appelé *L'Express*, ou Nicolas Demorand, révolutionnaire radiophonique.

Pour autant, le fond ne semblait pas encore touché. Erreur, que dévoile un stupéfiant article paru dans *Le nouvel économiste* du 7 octobre 2010, et signé par Rat Koenig. Pardon, Gaspard Koenig, les connaisseurs de l'argot auront rectifié d'eux-mêmes. Petit Koenig, quoique normalien et agrégé de philosophie, a pondu ceci : « *Je vous écris de la City. Normaliens philosophes, docteurs en lettres, agrégés démissionnaires... que vient chercher la crème des intellos français dans les salles de marché londoniennes ?* » Un chiffre d'abord : « *60 000 Français travaillent aujourd'hui dans la City de Londres. [...] Qui devinerait que, parmi cette troupe fameuse pour ses bonus, son communautarisme franchouillard et sa mauvaise volonté fiscale, se cachent [...] des intellectuels passés à l'ennemi, des masochistes qui ont fait le choix du workaholisme ?* » Honnête, Petit Koenig annonce qu'il est « *parti travailler à la Berd, Banque européenne de reconstruction et de développement* » ; l'un de ces machins (on se souvient que de Gaulle avait qualifié l'Onu de « machin ») par l'entremise desquels le capitalisme international s'auto-coordonne et où s'était illustré un autre titan philosophique, Jacques Attali.

La question s'impose : pourquoi ? Pourquoi des cerveaux en principe actifs et aigus, pourquoi des esprits dénués de toute ignorance quant aux subterfuges et aux ignominies du capitalisme en deviennent-ils à la fois les thuriféraires, les éminences grises et les esclaves ? À ce point que l'article, qui serait drôle s'il n'était ignoble, devient l'exemple même de ce qu'il décrit, un chef-d'œuvre de prostitution hypocrite. Lisez plutôt : « *L'appât du gain, la promesse lointaine et souvent illusoire de salaires aux sextuples zéros sont loin de constituer pour eux une motivation essentielle.* » Ben voyons. Parle à mon chéquier, ma tête est malade. 300 000 euros par an à 26 ans, quand on pensait se contenter d'un salaire de l'Éducation nationale, pas une motivation essentielle ? Un vocabulaire plus riche et une syntaxe plus pure sont les vraies différences entre un normalien vendu au fric et une prostituée vantant les vertus de la vertu.

Laissons Gaspard à ses contorsions d'amour-propre ; il ne faut pas longtemps pour apercevoir, énorme, la statue du Commandeur qu'il s'efforce de ne pas regarder. Et qu'il se garde bien de citer. Pierre Bourdieu. Le sociologue à qui l'on doit la notion de capital culturel, plus précisément de capital scolaire. Capital. Les normaliens détiennent un prodigieux capital scolaire et culturel. Dans une société qui n'a plus pour seul horizon que le profit, ils mettent ce capital à profit. Et LE capital, reniflant ces jeunes gens férocement travailleurs, agiles d'esprit et en définitive si agiles moralement, reconnaît en eux une source de profit.

Mais la surprise, et donc le profitable enseignement de l'article du gaspard, se devine derrière cette phrase : « *Le grouillement des open-spaces, le rush des deadlines, l'universalité de l'anglais comme langue de travail : voilà qui fait de la City, avec ses églises gothiques et ses immeubles futuristes, le passage obligé du roman d'apprentissage contemporain.* » Plus franc encore : « *être là où les choses se passent* » ; « *le sentiment de pénétrer le cœur financier du monde, là où Fernand Braudel voyait l'essence même d'une époque* ». Traduisons : ces petits messieurs, qui, il y a encore cinquante ans, auraient vus leur diplôme les propulser au cœur du pouvoir français, savent que le pouvoir français n'existe plus. Ils veulent s'approcher de la vraie puissance, l'argent ; cette institution sournoise qui se présente comme un servant, pour mieux devenir un maître. L'exode des normaliens, faux philosophes et vrais sophistes, constitue une preuve de plus que le pouvoir est là où est l'argent.

Nestor Potkine

Encore un gourou à l'honneur

Les zozos de l'anthroposophie

« Anthroposophie », c'est sûr, ça sonne bien puisque *anthropos* c'est le « genre humain» et *sophia* la « sagesse ». La réalité est tout autre et l'anthroposophie, classée comme secte dans un rapport parlementaire (rapport n° 1687 du 10 juin 1999, *Les Sectes et l'Argent*), se trouve aujourd'hui dans trois domaines : l'agriculture dite « bio-dynamique » (mélange de bio et d'ésotérisme), la vente de produits issus de cette agriculture (sous la marque Demeter mais aussi Weleda pour les produits cosmétiques) et enfin les écoles privées appelées « écoles Waldorf » du nom de l'usine de cigarettes Waldorf-Astoria, à Stuttgart, où une première école de ce type fut ouverte en 1919.

Commençons par ces écoles. Sur RFI, le 24 février dernier, dans l'émission Accents d'Europe, on pouvait entendre un reportage de Louise Estatof, à Berlin, sur « *une école qui donne une vraie place aux parents, mais aussi et surtout aux enfants* ». Il s'agit là, selon la journaliste, de « *l'un des principes de base des écoles Waldorf, qui veulent mettre en valeur les potentialités propres à chaque enfant* ». Le phénomène est loin d'être marginal car on compte actuellement près de 700 écoles de ce type en Europe, dont 222 en Allemagne, soit 80 000 élèves. Le fait que ces écoles soient autogérées peut sembler sympathique mais l'auditeur de RFI aurait pu avoir la puce à l'oreille en entendant que, parmi les matières enseignées aux élèves de 7 à 14 ans, on trouve la « *mythologie nordique* » (et la minéralogie). La journaliste expliquait que ces écoles Waldorf ont été initiées par « *le philosophe et précepteur Rudolf Steiner* » et ce n'est qu'à la fin du reportage qu'elle faisait part de quelques réserves : « *Beaucoup associent* [ces écoles] *à des sectes qui inculquent aux élèves l'anthroposophie, mouvement spirituel découvert par Rudolf Steiner et qui prône la réincarnation.* » Incontestablement, le verbe « inventer » aurait été plus adéquat que « découvrir » si l'on se penche de près sur les écrits de ce Steiner, véritable génie universel pour les adeptes de l'anthroposophie.

Rudolf Steiner est d'abord un théosophe, pour lequel la religion est un moyen d'accéder à la vérité. Sa conception du monde repose sur des théories ouvertement racistes : dans *La Science humaine de l'homme* (recueil de 19 conférences données entre 1908 et 1909), il donne (p. 295) sa version de l'évolution historique de l'humanité : « *Les hommes qui avaient trop peu développé leur sentiment de "je" émigrèrent vers l'est et la part de ceux qui sont restés parmi ces hommes ont donné la population nègre d'Afrique.* » On pourrait penser qu'il ne s'agit que de propos à replacer dans leur contexte (le terme « nègre » était courant). Seulement, Steiner tire de ses élucubrations un schéma inquiétant, avec des branches « décadentes » pour les singes et les Indiens ! Dans un livre salutaire, *Anthroposophie : enquête sur un pouvoir occulte* (Golias, 2001), Paul Ariès aborde largement la question du racisme de Steiner. La citation suivante de Steiner remonte à 1922. Elle est assez éclairante : « *Je me suis rendu récemment à Bâle où j'ai trouvé la liste des dernières parutions : il y avait un roman « nègre » qui s'inscrit tout à fait dans la lignée d'une infiltration progressive de la civilisation africaine dans la civilisation européenne contemporaine. Partout on exécute des danses nègres, partout on sautille comme des nègres. On va même jusqu'à produire ce roman nègre.* [...] *Je suis convaincu que s'il sort encore un certain nombre de romans nègres et que nous en donnons à lire aux femmes enceintes, notamment dans les tout premiers temps de leur grossesse, où, aujourd'hui, elles manifestent parfois de telles envies – si nous leur donnons des romans nègres, il n'est absolument pas nécessaire que des nègres viennent en Europe pour qu'il y ait des mulâtres ; l'esprit de ces lectures donnera naissance en Europe à un bon nombre d'enfants tout gris, qui auront des cheveux mulâtres, des enfants qui auront l'apparence d'enfants mulâtres.* »

En 1998, on trouvait en bonne place dans la bibliographie utilisée dans les écoles Waldorf allemandes les écrits d'un épigone de Steiner, Ernst Uehli. Dans *Atlantis et le mystère de l'âge de glace*, ce dernier écrivait : « *Le germe du génie a déjà été placé dans la race aryenne par le berceau atlantiste.* » ou encore : « *Le nègre d'aujourd'hui est resté un être imitatif.* » Concernant les Juifs, Steiner n'était pas clair non plus, c'est le moins que l'on puisse dire, puisqu'il prônait une assimilation totale. Des élèves de Steiner, comme Ludwig Thieben et Karl König, étaient, eux, tout à fait antisémites (leurs livres étaient encore réimprimés par les anthroposophes en 1991).

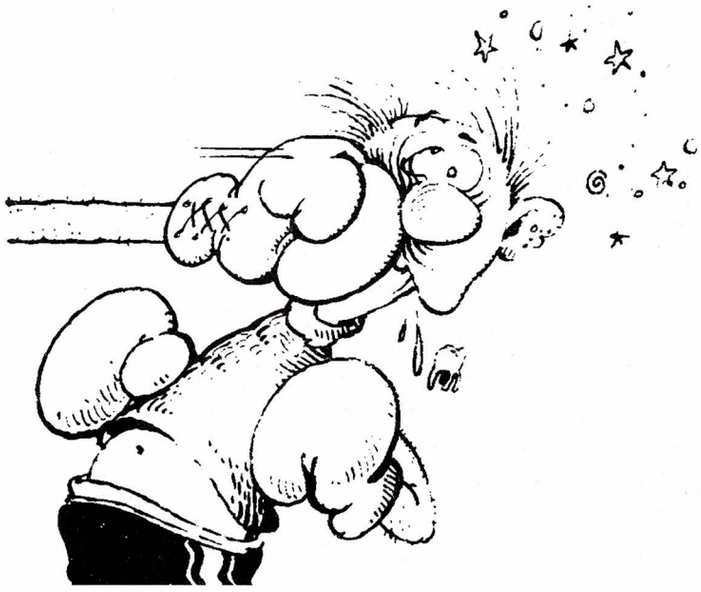
L'anthroposophie, c'est aussi un gros business avec les produits cosmétiques Weleda et – hélas – le grand retour de l'astrologie dans les milieux paysans : sous le concept marketing « *d'agriculture bio-dynamique* » (les anthroposophes surfent depuis longtemps sur la vague du bio !), on impose aux agriculteurs de respecter un calendrier zodiacal, de tenir compte d'un « *rythme tropique lunaire* », de préparer du compost avec de l'achillée millefeuille qui jouerait un rôle particulier dans la mobilité du soufre et de la potasse, de la camomille, prétendument liée au métabolisme du calcium et qui régulariserait les processus de l'azote, etc. (les curieux se reporteront à l'article Wikipédia « Agriculture bio-dynamique » pour ces foutaises). C'est sous la marque Demeter, du nom de la déesse grecque de l'Agriculture et des Moissons, que depuis les années 1920 les produits de l'agriculture bio-dynamique sont vendus. Demeter était aussi le titre du *Mensuel pour l'économie bio-dynamique*, fondé par les anthroposophes en 1925. En mai 1939, ils honoraient Hitler pour son cinquantième anniversaire (avec un portrait du Führer recevant des cadeaux de trois enfants avec les Alpes en arrière-plan). Aujourd'hui, en 2011, les anthroposophes n'ont pas encore éprouvé le besoin de changer ne serait-ce que le logo associé à Demeter. Il faut dire que ce genre d'illustration peut sûrement aider, dans les écoles Waldorf, à lier le cours d'histoire à celui qui traite de la mythologie nordique qui fascinait tant les nazis.

En somme, l'anthroposophie c'est un mélange de racisme et d'ésotérisme... avec de très nombreux prolongements (par exemple, dans le secteur financier, la Nouvelle économie fraternelle, la fameuse Nef). Ce mouvement a aujourd'hui pignon sur rue en Allemagne, en Autriche, et bien entendu en Suisse, où Steiner a fait ériger son mausolée, le *Goetheanum*. En France, 2 300 élèves sont scolarisés dans 20 écoles et jardins d'enfants de type Waldorf (selon le site des écoles Steiner-Waldorf). Et côté business, l'anthroposophie se porte bien : le groupe Weleda avait un chiffre d'affaires total de 238 millions d'euros en 2008.

Jérôme Segal

Violence et non-violence

Un débat contextualisé



Fred

Groupe Proudhon
de la Fédération anarchiste

Dans *Le Monde libertaire*, nous avons eu droit à quelques articles de réflexion sur la violence. Je tiens à vous faire part de ma réflexion sur ce sujet.

Une image partagée

Lorsque l'on parle de la violence des anarchistes, on fait souvent référence à la période des attentats de la fin du XIXe siècle mais aussi, et peut-être surtout, aux manifestations qui se terminent par des affrontements avec la police. J'aurais tendance à penser que cette imagerie a été accentuée par la mise en avant des contre-sommets internationaux (G8, Otan). Pourtant, l'entrée sur la scène médiatique des mobilisations des alter, à Seattle, a été une mobilisation non violente, avec actions de blocages, *sit-in*, etc. Ensuite, il y a eu Götteborg et d'autres villes, d'autres pays. Il y a eu le Forum social mondial de Porto Alegre qui voulait apporter des solutions alternatives et ne pas se cantonner à l'opposition frontale. Il fut suivi par bien d'autres.

Concernant les anarchistes, un des événements majeurs a été la mobilisation contre le G8 à Évian et la mise en place d'une coordination des libertaires, d'un bloc rouge et noir et d'un village autogéré, le Vaaaag. Là encore, il s'agissait de faire une démonstration de force (la manifestation), mais aussi de proposer des alternatives concrètes, une façon de vivre et de s'organiser différente. Puis, en marge des forums sociaux mondiaux, par exemple à Saint-Denis, s'est tenu un Forum social libertaire à Saint-Ouen. Ces manifestations ont été de vraies réussites. On peut dire que les mobilisations et les camps No Border s'inscrivent encore dans cette dynamique.

Pourtant, la question de la violence, en tant qu'affrontement avec la police, a largement montré ses limites au point de nourrir la réflexion des organisateurs et des participants aux éventuels nouveaux contre-sommets (en France par exemple, à l'occasion du G8 et du G20).

Les mobilisations anti-G8 avaient adopté, lors du contre-sommet de Gênes, la diversité des tactiques. Chaque bloc constitué pouvait donc choisir sa forme de manifestation sans l'imposer aux autres ou se servir de leur cortège pour faire des actions violentes. Il y eu ainsi les Pink Bloc, les Black Bloc, les Clowns, etc. Cette diversité des tactiques, pourtant élément intéressant d'articulation des diverses sensibilités, des différents modes d'action, se heurta à la violence policière qui se termina par la mort de Carlo Giuliani.

Tous ces éléments nourrissent la réflexion des antimondialistes, des alter. Les derniers épisodes, à Strasbourg, où les manifestants se sont laissés enfermer dans une souricière policière, ont accentué cette critique de la manifestation frontale face aux forces de l'ordre.

Et pourtant, hors de ces contre-sommets, la réflexion ne semble pas avoir bougé sur le rôle et l'organisation des manifestations : on défile, les anarchistes forment souvent un cortège et, en fin de manifestation, des affrontements éclatent.

Un des enseignements de la lutte contre la casse du système de retraite a été l'inefficacité flagrante des manifestations où le seul enjeu est de mettre du monde dans la rue.

Violence et révolte sociale

De ce point de vue, la situation grecque peut aussi nous apporter un éclairage intéressant. Les énormes manifestations contre les mesures gouvernementales prises au nom de la crise ont aussi été marquées par des affrontements avec la police et la mort d'un jeune manifestant. Une des dernières manifestations a été tragique. L'incendie d'une banque a provoqué la mort des personnes restées à l'intérieur du bâtiment. Les anarchistes grecs se posent donc aussi des questions sur les formes de leurs manifestations. Malgré les millions de personnes dans les rues, le pouvoir n'a pas cédé. La violence conduit à des drames humains. Et si le gouvernement cédait, quittait le pouvoir, quelles formes d'organisation seraient susceptibles de prendre la suite ? Quel est le rôle et l'implication des travailleurs, des organisations de quartier ? Depuis, les anarchistes œuvrent à une plus grande implication dans les espaces de contre-pouvoir, dans les syndicats, créent des comités de quartier et tentent de les fédérer.

Si l'on regarde ce qui s'est passé en Tunisie et en Égypte, on constate aussi que ce sont des manifestations non-violentes (même si il y a eu des affrontements) qui ont conduit à la fin des régimes dictatoriaux, en tous cas qui ont chassé du pouvoir les vieilles barbes. Ces mobilisations massives ont sans doute rencontré et fait converger des intérêts distincts comme dans toutes les révolutions (laisser-faire de l'armée, rôle des jeunes diplômés issus des classes moyennes supérieures, colère populaire), mais elles ont surtout montré la force et la détermination du peuple. Une des clefs de la réussite de ces révolutions a sans doute été le fait qu'elles aient été associées à des mouvements de grève générale et à la mise en place de structures alternatives d'autodéfense, de solidarité concrète dans les besoins quotidiens (nourriture, soins). La situation en Égypte en est l'illustration. Tant que le mouvement est resté concentré sur la place El Tahir, il était assez faible et à la merci de la violence policière et à celle des bandits du régime. Son développement à toutes les sphères de la vie sociale et à tout le pays a poussé le pouvoir à céder sa place. Dans ces deux pays, la population n'entend pas se laisser voler sa révolution, de nouvelles organisations syndicales apparaissent, les revendications continuent de s'exprimer.

En Libye, le drame que vit l'insurrection vient sûrement du fait qu'il s'agit d'un conflit armé, frontal. À ce jeu, le pouvoir en place est toujours gagnant. Nous ne attarderons pas plus que cela sur ce pays par manque d'information. Dans d'autres pays (Bahreïn), on hésite entre la soif légitime d'un changement de régime et les conflits d'intérêts entre factions politiques désireuses de mettre la main sur les ressources pétrolières du pays.

En Israël, le groupe Les Anarchistes contre le mur se battent depuis toujours sur des bases non-violentes. Ils acceptent de travailler avec toutes les forces politiques si cette condition est respectée. Face à eux, le pouvoir utilise la force, la violence de l'armée (surtout quand il s'agit de manifestants palestiniens), mais les forces de contestation et de résistance persistent et gagnent quelques batailles. En tous cas, ils n'ont pas perdu la bataille de l'image. Quelques personnes pensent que les révolutions tunisiennes et égyptiennes pourraient servir de modèle à une nouvelle Intifada, basée sur la résistance massive nonviolente. L'avenir est ouvert.

Violence et lutte sociale

Pour en revenir à la France et aux formes de mobilisation des anarchistes, il faut bien voir que notre message, nos propositions, nos actions, notre organisation, sont brouillés par cette imagerie de violence, entretenue lors de manifestations pourtant sans enjeux majeurs. La violence viendra bien assez tôt de la part du pouvoir pour déloger des grévistes par exemple. Il n'est donc pas besoin de la chercher. Je pense que nous gagnerions beaucoup en audience et en crédibilité si nous faisions le choix affiché et revendiqué de manifestations non-violentes. Nous devons être capables de proposer de nouvelles formes de résistance collective.

Nombreux sont ceux qui pensent que les formes de mobilisations traditionnelles sont dépassées. Les syndicats n'auraient plus de rôle à jouer dans la transformation sociale, les manifestations ne serviraient plus à rien, les élections sont des pièges à cons, etc. Ces critiques, pour justes qu'elles soient, ne doivent pas pour autant nous conduire à la recherche d'une radicalité singée. Certes, si l'objectif des organisations politiques et syndicales est de mettre des gens dans la rue, de se compter et d'espérer des négociations avec le pouvoir, alors nous continuerons à perdre. Si le mouvement social et syndical ne trouve pas la force en lui-même d'imposer de nouveaux choix de société et s'en remet aux partis politiques et aux élections, alors nous continuerons à perdre. Si l'objectif des certains est d'affronter directement la police, alors nous continuerons à perdre. Si d'autres désertent le terrain social pour se satisfaire d'alternatives individuelles, alors nous continuerons à perdre.

Pourtant, lors des mobilisations contre la destruction du système de retraite, les choses étaient sur le point de bouger. On était proche du blocage de l'économie du pays, à tel point que, passées les réticences du début, on s'était pris à croire à un affrontement frontal et victorieux avec le pouvoir. Il n'en a rien été mais nous y avons cru. Dans plusieurs villes, des comités de grévistes ont assuré l'organisation de la mobilisation et de la solidarité. Ces formes de lutte rejailliront bientôt pour de nouveaux combats. F.

Congrès FO 2011

Retours sur un congrès

Il y a trois semaines dans les colonnes du *Monde libertaire*, nous décrivions les enjeux du congrès confédéral de Force ouvrière qui allait se tenir du 14 au 18 février à Montpellier. Nous annoncions, en fin d'article, un bilan. Il s'agit donc aujourd'hui de respecter ce «mandat». Nous le ferons d'autant plus volontiers que la presse n'y a guère attaché d'importance dans la mesure où rien de «croustillant» de son point de vue (crise, bataille de succession) ne s'y est passé. Certes, le rapport d'activité a été largement adopté par plus de 97 % des mandats et il n'existait aucun enjeu majeur de personne à l'élection de la direction confédérale. Pour autant ce congrès, sans être historique, a été tout à la fois un vrai moment de démocratie syndicale et le lieu aussi de petites manœuvres d'appareil... Pour une meilleure compréhension des choses, nous publions parallèlement quelques extraits significatifs des «résolutions» adoptées par le congrès (après de nombreux amendements, dont certains de militants libertaires), ainsi que des extraits d'interventions à la tribune de militants anarchistes.

Rappelons qu'un congrès FO, c'est 3 640 personnes, dont 2 700 délégués porteurs de mandats de syndicats de base. Ce n'est pas, comme l'ont rappelé de nombreux intervenants, le congrès de «l'appareil» (fédérations et unions départementales) mais le congrès des syndicats. Il n'y a aucune possibilité statutaire pour la direction de filtre bureaucratique (comme dans la plupart des autres congrès de syndicats qui dépassent d'ailleurs rarement le millier de délégués plus ou moins triés sur le volet) ni d'empêchement de prise de parole. D'où une liberté de ton pendant cinq jours assez remarquable.

Un peu plus de 150 interventions ont occupé les trois premiers jours avant un travail en commissions qui a, comme d'habitude, donné lieu à une bataille de chiens pendant plus de neuf heures pour élaborer des textes globalement corrects qui sont les mandats que la direction est supposée respecter pour les trois ans à venir. Tout l'enjeu de cette bagarre étant d'être le plus précis possible dans la formulation pour éviter des interprétations très particulières du bureau confédéral, comme celles qui avaient abouti à la signature, le 11 janvier 2008, du calamiteux accord dit de «*modernisation du marché du travail*». Cette signature a été d'ailleurs condamnée par de nombreux intervenants lors de ce congrès, pas tous anarchistes qui plus est!

À l'inverse, le mandat assez strict donné sur la question des retraites, lors du précédent congrès de Lille, a abouti à une position correcte à l'automne dernier – «*retrait pur et simple du projet de loi Sarko-Fillon*» – malgré les pressions politico-syndicales pour faire rentrer dans le rang FO, en l'occurrence l'intersyndicale, véritable fossoyeur des luttes sous la tutelle du binôme Thibault-Chérèque. C'est bien sûr ce qui restait en tête de la plupart des délégués au moment de faire le bilan, d'où le vote quasi unanime du rapport d'activité.

Mais à côté de cette véritable démocratie syndicale dans laquelle nous nous retrouvons, ce congrès aura aussi été marqué par un épisode moins glorieux. Au moment d'adopter la résolution générale en plénière, le secrétaire de la fédération de la métallurgie, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il ne se distingue ni par sa combativité ni par son indépendance vis-à-vis du patronat, a proposé, comme c'est son droit, un amendement qui visait à affaiblir la partie du texte concernant les retraites: la formule de compromis trouvée lors de la commission disait: «*Le congrès s'inscrit dans une démarche volontariste de reconquête sociale qui passe par le retour du droit à la retraite à 60 ans à taux plein et dans la perspective du retour aux 37,5 ans de cotisation en créant le rapport de force.*» Sa proposition était juste d'ajouter: «*lorsque les conditions seront réunies*». Autant dire: quand les poules auront des dents! Jusque-là rien d'anormal. Après tout, le même, avec sa clique, avait déjà mené bataille au congrès de Lille contre les 37,5 ans. Mais la «surprise» est venue du secrétaire général de l'union départementale de Loire-Atlantique, que tout le monde sait être le représentant du Parti ouvrier indépendant (POI), montant à la tribune pour soutenir cet amendement. Pitoyable et annonciateur de petites manœuvres la veille de l'élection de la commission exécutive. Cette commission de 35 membres est élue le samedi qui suit le congrès par le comité confédéral national (ensemble de toutes les unions départementales et de toutes les fédérations), d'où des alliances pour le moins discutables. Il est clair que pour ces petits «jeux» d'appareil, les militants lambertistes (mais on me murmure que les trotskistes du NPA font pareil à Sud et ailleurs) ont des qualités que nous n'aurons jamais! Pour autant, nous n'avons pas la mémoire courte.

Maurice
Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste

Congrès FO 2011

Des mandats clairs, sinon rien !

Paroles d'anars !

« *Dans les années quatre-vingt-dix, après la chute du mur de Berlin, un dénommé Fukuyama affirmait que la fin de l'histoire venait d'être écrite et que le capitalisme était l'aboutissement de l'histoire de l'humanité… Au plan syndical, selon les mêmes, toute action se devait d'être analysée comme une variante du libéralisme économique et politique. À ce titre, le syndicat se devait de conforter le système ou disparaître. La pensée globale, la mondialisation venait de naître…*

Mes camarades, nous pouvons l'affirmer la CGT et la CFDT, dans ce cadr, e ont opté pour l'accompagnement du système… Durant la période écoulée, de fait, ils se sont mis en position de rendre acceptable le capitalisme, pire d'être un élément gestionnaire du capitalisme y compris pour combattre les acquis de la classe ouvrière… Je rappelle que ne pas avoir une finalité révolutionnaire, c'est se complaire dans la neutralité en opposition à l'indépendance. On ne combat pas pleinement et totalement un système quand on ne veut pas l'abattre… »

« *Soyons clairs, nous avons en face de nous des brutes et des truands : ceux là même qui ont signé la position commune d'avril 2008. Le patronat, les directions de la CFDT et de la CGT, tout cela conforté évidemment par le gouvernement par le biais de la loi scélérate sur la représentativité syndicale… C'est clair, ils veulent notre peau car ils ne peuvent supporter des syndicalistes indépendants mais à travers nous, c'est la peau de tous les salariés qui est en cause… Alors dans ce contexte, l'heure n'est ni aux tergiversations, ni à l'espoir illusoire que la discussion avec tel ou tel ministre va limiter la casse, mais à la construction du rapport de forces qui seul peut les faire reculer. Nous n'avons rien à attendre de ceux qui sont au pouvoir pas plus que de ceux qui aspirent à les remplacer. Nous ne préserverons, nous n'obtiendrons que ce que nous irons chercher par la force collective, comme cela a toujours été le cas dans l'histoire du mouvement ouvrier… Sur ces bases, la peur changera de camp et nous pourrons contribuer à construire un autre futur.* »

Au total, ce sont près de 80 pages de résolutions qui ont été élaborées dans cinq commissions réunies en parallèle. La bataille a été acharnée dans la plupart des commissions pour définir des mandats les plus clairs possibles. À noter que, pour la résolution générale, les militants anarchistes, soutenus par d'autres délégués, ont obtenu que la charte d'Amiens soit annexée dans son intégralité, ce qui n'avait jamais été fait jusque là. Pas totalement anecdotique, car si cette charte est souvent citée quant aux questions d'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis politiques, la partie sur la nécessaire expropriation capitaliste est souvent oubliée.

Bien évidemment, il n'est pas dans nos intentions de citer les 80 pages qui détaillent les revendications et les positions de FO pour les trois prochaines années sur tous les sujets essentiels. Nous ne prendrons que quelques exemples significatifs, « originaux », et ceux qui montrent notre rôle (et ses limites aussi) dans ce travail de définition des mandats.

Il convenait tout d'abord de définir une orientation claire concernant la sécurité sociale, cible en 2011 de Nicolas Sarkozy comme les retraites l'ont été en 2010 : « *Le congrès réaffirme son attachement profond aux rôles et aux fondements de la sécurité sociale basée sur le principe des ordonnances de 1945 et du salaire différé… L'étatisation et les exonérations de cotisations patronales réduisent constamment les prestations et préparent sa privatisation… Le cinquième risque, appelé perte d'autonomie, devrait être rattaché à la branche maladie de la sécurité sociale assurant une couverture universelle garantissant l'égalité des droits et excluant un système assurantiel privé* ». Bref, cette formulation s'oppose à tout compromis avec le projet des frères Sarkozy.

Concernant la crise, il importait que le système économique lui-même soit remis en cause et pas seulement ses conséquences. Ainsi, un chapitre de la résolution générale a été intitulé, suite à une de nos propositions, « *le système capitaliste est en crise car le système est en cause* ». « *Cette crise économique mondiale est née de la spéculation des banques et des institutions financières. Elle a ainsi confirmé la perversité du système capitaliste en éclairant tragiquement les risques économiques et surtout sociaux inhérents à son fonctionnement* ».

Plus « original » encore – car concernant toutes les nouvelles tentatives d'intégration des syndicalistes dans les rouages de l'État – cette formulation de la résolution « Développement » : « *le congrès refuse le concept de carrière syndicale et de statut de l'élu que certaines confédérations envisagent de mettre en place à travers des dispositifs notamment de validation des acquis et de l'expérience qui conduiraient inéluctablement à une bureaucratie syndicale… Notre démocratie syndicale est basée sur le mandat.* »

Enfin, notons deux formulations : la première est le fruit d'un amendement d'un militant anarchiste : « *le congrès réaffirme le combat permanent de toutes ses structures contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, le sexisme, l'homophobie ainsi que, de manière générale, contre toutes formes de discrimination. Il rappelle que les travailleurs en situation irrégulière sont avant tout des victimes et que les structures syndicales doivent les soutenir et les défendre contre les employeurs qui les exploitent* » Cela va peut être sans dire, mais c'est encore mieux en le disant !

Par contre, au final, nous n'avons pas réussi à faire enlever une formulation qui « *réfute les thèses de la décroissance* ». Cela dit, lors du dernier congrès notre intervention sur le même thème n'avait suscité que peu d'écho et, cette fois-ci, cela a bien failli fonctionner, signe que les choses bougent, même si c'est lent et que les thèses productivistes restent prédominantes.

Fabrice
Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste

Des « poseurs de bombes » anarchistes grecs ?

Ralf Dreis

Traduit de l'allemand par Marianne Enckell

Spectres et bombes grecs

« *La vie pénètre en moi, me transperce de son horreur, me remplit de colère pour son injustice, son déni de justice organisé, m'humilie pour mon incapacité à résister, à me soulever, à me défendre contre notre humiliation perpétuelle. Si j'avais 20 ans, je commencerais par le sommet des montagnes, partisane, voleuse, pirate, j'ouvrirais les yeux de ceux qui suivent leur destin sans protester, de ceux qui sont aveugles. Non, ma révolution n'aurait pas pour cible l'establishment et son système, mais tous ceux qui le supportent.* »

Cette citation de l'écrivain grecque Lili Zografou (1922-1998) montre bien son désespoir face à la passivité des hommes et des femmes qui l'entourent et à leur complicité avec les crimes d'un régime oppresseur.

Quarante ans après ces mots, on retrouve cette haine irrépressible dans les communiqués de la guérilla urbaine grecque Synomosia Pyrinon tis Fotias (SPF, Conjuration des cellules de feu). Haine des flics, des bonzes et des politiciens, certes, mais haine aussi de « la société ».

Gerasimos Tsakalos, un des membres du groupe, l'exprime bien dans sa déclaration du 24 décembre 2010 depuis la prison de Maladrinou : « *Toutes les personnes au pouvoir sont un tas de racailles, de menteurs, de tricheurs et de sadiques qui prennent des décisions catastrophiques pour nous. C'est indiscutable. Mais qui les élit ? Qui les respecte et qui s'incline devant elles ? Qui les admire et voudrait bien être comme elles ou au moins leurs enfants ? Qui se tait devant les injustices criantes qu'elles commettent ? Il n'y a qu'une réponse : la société.* » Ce sont là les raisons pour lesquelles Tsakalos se situe dans un « nouveau courant » de l'anarchisme, « le nihilisme révolutionnaire et l'anarchisme antisociété ».

La conspiration des cellules de feu

Le 17 janvier 2011 s'est ouvert dans le prétoire de la prison Korydallos à Athènes le premier procès contre des membres avoués ou non des SPF. Dix personnes en tout – certaines en détention aux fins d'instruction, d'autres libres sous condition – devaient se défendre de plusieurs chefs d'accusation.

Un énorme dispositif policier filmait les proches, parents, amis, camarades, observateurs. On était fouillés à l'entrée du tribunal, les papiers d'identité étaient copiés. La défense demanda que soit mis fin à cette pratique contraire au droit, mais le tribunal refusa ; les trois membres avoués des SPF et

d'autres accusés se mirent sur le champ en grève de la faim.

Cette mesure servait d'intimidation et de criminalisation de l'opinion publique, c'est pourquoi ils refusèrent d'apparaître au procès et demandèrent à leurs avocats de le boycotter. Les autres inculpés les suivirent, de sorte que le procès se déroula sans accusés ni défenseurs, devant une salle vide. Une première.

En raison de divergences entre le groupe hétérogène des accusés, la grève de la faim a été arrêtée le 11 février.

Ces dernières années, les SPF – leurs premières actions ont eu lieu en 2007 – ont lancé d'innombrables attaques contre des institutions de l'État et du capital, et ont été poursuivies par l'État grec comme organisation terroriste. Il s'agissait surtout d'incendies dirigés contre des banques, des sièges de partis, des parkings, des postes de police et autres du même genre.

Après l'assassinat du jeune Alexis Grigoropoulos en décembre 2008, ces attentats se multiplièrent dans tout le pays. Pendant plusieurs mois, des attaques furent lancées chaque jour. Parfois les actions étaient menées par des groupes différents. Parmi eux se détache un nom qui revient sans cesse, Synomosia Pyrinon tis Fotias. Au début de 2009, les SPF développèrent leurs armements; elles utilisent depuis lors des explosifs, notamment le 30 décembre 2010 lors de l'attentat contre le tribunal administratif d'Athènes.

Dans ses communiqués, l'organisation présente des positions qui rappellent celle du social-révolutionnaire russe Serge Netchaieff (1847-1882), avec une critique dure contre la gauche radicale et la majorité du mouvement anarchiste qui ne luttent pas suffisamment contre la «*démocrature capitaliste*».

À l'inverse, d'autres secteurs du mouvement ont vite critiqué les «*actions irresponsables*» des SPF, comme les explosifs déposés dans des poubelles proches d'une réunion électorale du parti conservateur Nea Dimokratia en septembre 2009, ou l'attaque contre le Parlement grec en janvier 2010. Les SPF ont repoussé la critique: tout est sous contrôle, personne n'a été blessé.

C'était là un hasard heureux. Lorsqu'en novembre 2010 des lettres piégées ont été envoyées à des ambassades à Athènes et à des institutions européennes, deux jeunes gens ont été arrêtés qui ont revendiqué leur appartenance aux SPF. Il y avait déjà eu des arrestations en septembre 2009: à Chalandri, un quartier d'Athènes, une perquisition dans une maison liée à des attentats avait entraîné l'arrestation de cinq jeunes gens en vertu de la loi antiterroriste. Il semble que la maison a été passée au peigne fin, les empreintes digitales relevées pour y trouver d'éventuels membres des SPF. Des mandats d'arrêtsfurent délivrés contre six hommes, qui sont passés à la clandestinité. Et cela a continué pendant des mois sur la base d'empreintes, trouvées parfois sur des CD ou des sachets en plastique.

En décembre 2010, six nouvelles arrestations ont été opérées après des rafles de la police à Athènes, Thessalonique et Agrinion, où des armes ont été saisies. Le 12 janvier 2011, quatre hommes ont été arrêtés à Vyronas, un quartier d'Athènes.

Le lendemain, la police s'en est pris à Fee Marie Meyer, une anarchiste de 27 ans qui a un passeport allemand. Son cas est exemplaire du travail de la police et des médias en Grèce. Sur un ton hystérique, ces derniers ont diffusé sans le vérifier le rapport de police faisant état de «*l'arrestation de la fille de la terroriste recherchée de la RAF Barbara Meyer* [et de] *Horst Meyer, terroriste de la RAF tué à Vienne*». Rien que des mensonges! La mère de Fee vit depuis des années en Grèce, et c'est un hasard si elle porte le même nom que la femme naguère recherchée en lien avec la Rote Armee Fraktion. Cette dernière d'ailleurs n'a jamais été condamnée et vit en Allemagne sans y être inquiétée. Le père de Fee s'appelle Walter, il est vivant et en bonne santé. Fee, en détention préventive [*Ndt*: elle a été libérée début mars], ainsi que ses deux frères qui sont aussi des anarchistes militants et sa mère, ont vivement critiqué la police et la presse dans des textes publics.

Le syndrome des prisonniers de la RAF

Celles et ceux qui ont vécu les années 1980 en milieu militant se souviennent. Critiquer ouvertement la Fraction Armée rouge était mal vu, c'était s'en prendre aux camarades en prison et affaiblir la juste lutte contre le «*cochon de système*». Les anarchistes et autonomes qui osaient le faire étaient dénoncés comme des traîtres.

Il semble que le même travers règne aujourd'hui en Grèce. Si la majorité du mouvement anarchiste et antiautoritaire refuse de s'identifier au système des lettres piégées, on n'entend pas de critiques publiques. Naguère, on pouvait tranquillement prendre ses distances des «*cinglés des SPF*» en buvant une bière et ricaner sur ce qui se passerait quand tout prendrait feu. Depuis que leurs militants s'arrogent le qualificatif de «*nouveau courant de l'anarchisme*» et se vantent de fonder «*un réseau anarchiste international d'action et de solidarité*» dans le cadre de la pseudo-Fédération anarchiste informelle, il faut mettre un terme à cette folie.

«*Nous appelons*, écrivaient-ils en décembre 2010, *au renforcement de la guerre révolutionnaire dans toutes les latitudes et longitudes, de l'Europe à l'Amérique latine. Nous sommes organisés au niveau international et visons l'ennemi. Nous ne pouvons pas attendre que les éléments subversifs se déversent dans la rue et que les groupes de guérilla frappent... Dans les manifs, nous brisons les crânes des flics, nous pillons les banques et leur foutons le feu, les bâtiments officiels explosent sous nos bombes, les armes exécutent les politiciens, les journalistes, les flics, les juges et tous ceux qui protègent ce monde.*»

En janvier, le «commando Horst Fantazzini» [*Ndt*: du nom d'un camarade italo-allemand mort en 2001 après une vie d'«honnête cambrioleur»; ses amis dénoncent l'usage abusif fait de son nom] répétait ces déclarations, saluant en outre «*l'envoi ciblé de lettres piégées par nos camarades de la FAInformelle italienne, cellule révolutionnaire Lambros Foundas*» en décembre 2010, lors duquel un collaborateur de l'ambassade chilienne, lui-même militant de gauche, avait perdu deux doigts.

Leur texte résonne comme un concentré de tous les rêves humides des services secrets. La discrète Task Force de l'Union européenne chargée du «terrorisme anarchiste» doit s'en lécher les doigts.

«Pas de solidarité avec les piégeurs de lettres anarchistes»

C'est le titre d'un texte courageux publié en décembre 2010 par la Libertäre Aktion Winterthur (Suisse). Trois membres du groupe grec Combat révolutionnaire ont eux aussi protesté depuis leur prison contre l'utilisation par la FAInformelle du nom de leur camarade Lambros Foundas, tué par la police.

L'envoi de lettres piégées témoigne d'une grande bêtise politique, d'une inhumanité réactionnaire. Ce n'est jamais un acte révolutionnaire mais une lâcheté; il a été pratiqué par des organisations fascistes et des services secrets. La Fédération anarchiste informelle, qui utilise délibérément depuis 2003 le même sigle que la Fédération anarchiste italienne, est parfois soupçonnée d'être une fabrication de ces derniers – on en connaît suffisamment d'exemples, notamment en Italie pendant les années de la «stratégie de la tension» et des «massacres d'État» de 1969 [*Ndt*: voir notamment Luciano Lanza, *La ténébreuse affaire de la Piazza Fontana*, éditions CNT, 2007].

La Grèce est un laboratoire pour la politique de choc de l'Union européenne qui vise à déposséder et à priver de leurs droits de larges pans de la population; le mouvement anarchiste devrait y prendre ses responsabilités. Plus de quarante camarades en prison, une répression brutale, cela ne doit pas pousser la solidarité dans des impasses.

La solidarité, ce n'est jamais du suivisme aveugle, il y faut des discussions ouvertes sur les méthodes de lutte et une critique politique claire, même envers des camarades emprisonnés. C'est difficile de réagir dans un climat politique et social qui pousse au désespoir les personnes opprimées et compatissantes. La haine accumulée est compréhensible, mais elle ne devrait jamais mener à se réfugier dans les illusions dépassées de «propagande par le fait» ou à vouloir changer la société par des actes individuels de violence. Ils ne susciteront qu'une répression plus dure et un désespoir plus profond, jamais le soulèvement des masses. R. D.

Histoire

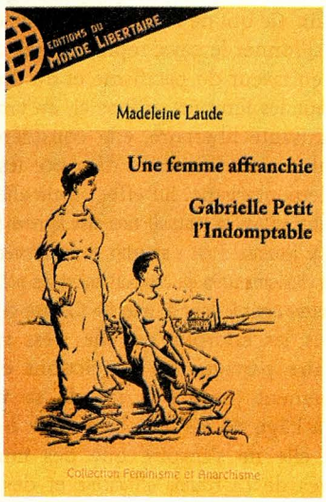
« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Gabrielle Petit, l'indomptable

Une femme affranchie

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste



Madeleine Laude, *Gabrielle Petit l'Indomptable*, Éditions du Monde libertaire, 290 pages, 15 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris et sur www.librairie-publico.com

Gabrielle Petit vécut de 1860 à 1952. Comme tant d'autres féministes plus ou moins proches des idées libertaires, son nom est presque inconnu aujourd'hui. Et pour cause, il ne nous reste d'elle que ses articles parus dans la revue *La Femme affranchie* qu'elle dirigera de 1904 à 1913, puis à nouveau dans les années trente, ainsi que ses témoignages lors de ses deux procès pour « agitatrice ». Madeleine Laude a tenté dans ce dernier ouvrage paru aux éditions du Monde libertaire de la faire revivre au sein d'une époque ô combien opaque. Du bel ouvrage !

Une bergère « aux antipodes de Jeanne d'Arc »

Gabrielle Petit est née dans une famille de meuniers du Cantal et, fait courant à cette époque, travaille dès l'âge de 8 ans ; elle aide ses parents et garde également les chèvres. Ne pouvant rester indifférente devant la souffrance, surtout celle des vieillards et des enfants, comme elle l'avouera plus tard, lors d'un de ses procès, « *vers l'âge de 10 ans, sans rien dire à personne j'allais déjà porter du pain, des châtaignes, des pommes de terre et une grosse bûche pour se chauffer aux vieilles grands-mères et aux vieux grands-pères, comme il y en avait des gros tas dans notre maison, mon larcin ne se voyait pas* ». À 14 ans, elle connaît son premier démêlé avec la justice pour avoir jeté des pierres sur la voie du chemin de fer, sur un train en marche. Elle et son amie sont condamnées à une amende. Elle ne va pas à l'école et ainsi qu'elle l'explique lors de son premier procès : « *Jusqu'à 20 ans, je n'ai eu d'autre professeur que la nature, les champs, les prés, la forêt pour bibliothèque, le livre de la vie, le plus complet et le plus nouveau car il a une page nouvelle chaque jour.* » Ceci ne l'empêche pas de développer une éloquence innée, qui la fera devenir l'une des oratrices révolutionnaires françaises les plus renommées du début du XXe siècle. Si sa sœur restera sa vie durant dans leur petit village du Cantal sous la coupe familiale, Gabrielle choisit très jeune la voie de l'émancipation. On ne sait rien des raisons qui la poussent à partir en Amérique où elle a un fils, puis à se séparer de son compagnon (amour libre oblige ?). Toujours est-il qu'on ne la retrouve en France qu'à l'âge de 32 ans, où elle élève seule son fils.

Une générosité et une réalité qui mènent au féminisme

On ne sait rien de ses activités jusqu'en 1897, alors qu'elle est âgée de 37 ans. Elle est gérante d'un magasin de chaussures. Son fils a 11 ans. Mais c'est son activité de défense et d'assistance aux femmes et aux enfants qui lui ouvre la voie vers le féminisme. Entre 1898 et 1913, on compte en France une vingtaine d'associations et d'unions féministes, dont les revendications sont relayées par dix-huit journaux voués à la cause. Si le mouvement féministe est si présent, c'est qu'à la fin du XIXe et au début du XXe siècle tout reste à conquérir. Par exemple, en 1904, le gouvernement entend fêter avec faste le centenaire du Code civil (le fameux code Napoléon) qui a privé les femmes mariées de tous droits. Pour justifier ce choix, Montlosier écrit dans ses *Commentaires sur le Code civil* : « *La femme, les enfants mineurs, les serviteurs n'ont pas de propriété propre parce qu'ils sont propriété eux-mêmes.* » La femme doit obéissance à son mari, elle ne peut ni travailler, ni ouvrir un compte en banque, ni se syndiquer, ni poursuivre quelqu'un en justice. En cas de décès de son mari, elle n'hérite de lui que si ce dernier, ou sa famille, n'ont aucun descendant. De ce fait, la misère des filles-mères et des veuves est souvent terrible. Ce n'est qu'en 1884 que la loi Naquet autorise le divorce, mais ils sont peu nombreux (moins

de 15 000 par an) car ils coûtent très cher, et l'on a vu que peu de femmes travaillent et sont libres de gérer leurs revenus.

La femme, « un être inférieur »

À cette époque un préjugé tenace consiste à affirmer l'infériorité intellectuelle des femmes. Pierre Grimanelli, qui revendique sa filiation avec Auguste Comte, décrit ainsi en 1905 l'hystérie féminine : « *Exaltation du sentiment maternel avec retentissement sur l'appareil ovarique et réaction de celui-ci sur le cerveau pour en aggraver l'état de disharmonie.* » Selon lui, le cerveau féminin est par nature atteint d'une disharmonie. Dans ces conditions, pourquoi donner une instruction solide à un être aussi fragile ? Cependant, les lois de Jules Ferry établissent l'enseignement primaire gratuit, obligatoire et laïque, et, si des lycées de jeunes filles gratuits sont créés dès 1880, les études ne sont pas sanctionnées par le baccalauréat. Les programmes féminins sont réduits et se bornent à en faire « *de bonnes épouses et de bonnes mères* ». L'enseignement professionnel est très peu développé pour les filles, si bien que les ouvrières entrent particulièrement démunies sur le marché du travail, quand encore un patron veut bien les embaucher ! Elles se retrouvent donc à pratiquer les travaux les plus pénibles et les plus mal rémunérés. Qu'importe, puisque dans les familles bourgeoises, l'épouse doit se consacrer à son mari et à ses enfants ! Dans les familles pauvres, les femmes ont moins le choix, mais l'accès au travail leur est difficile puisque, dans leur grande majorité, les syndicats sont hostiles au travail des femmes. Dans les congrès syndicaux, dans la presse syndicale, aucune discussion réelle sur les salaires et les conditions de travail des femmes n'est abordée. Elles n'ont donc comme ultime recours que celui du travail à domicile, véritable bagne « à la maison », où les lois de réduction des heures de travail ne s'appliquent pas, tandis que le patronat développera longtemps ce type d'emploi… En 1936, un tiers des travailleuses exercera encore chez elles… Une autre forme d'exploitation féminine est celle des nourrices, traitées par les bourgeoises comme des « vaches à lait » pour nourrir leurs enfants (au détriment de ceux des nourrices), tandis qu'elles se font exploiter par les « bureaux de placement ». Il reste encore aux femmes la solution de la prostitution, traquées par la police des mœurs autorisée à les arrêter sans mandat et à les incarcérer sans jugement dans la tristement célèbre prison de Saint-Lazare, à Paris. Enfin, les femmes n'ont pas le droit de vote et surtout n'ont pas accès aux méthodes de limitation des naissances. C'est donc sur tous ces fronts que Gabrielle mènera une lutte acharnée durant de longues années.

Les années d'engagement

C'est ce contexte qui mène naturellement Gabrielle Petit à la révolte et au militantisme. Sa rencontre avec Marguerite Durand ne sera pas neutre non plus dans son engagement politique. Issue d'un milieu bourgeois, Marguerite Durand, après le théâtre, se tournera vers la défense des droits des femmes et créera un journal féminin *La Fronde*. Gabrielle y fera ses premiers pas dans le journalisme et c'est forte de cette expérience qu'elle fondera à son tour *La Femme affranchie*, dont le premier numéro sort en août 1904. Elle s'appuie sur le soutien d'un ancien communard, Jean Allemane, déporté en Nouvelle-Calédonie, qui résout avec elle l'épineux problème du financement du journal. Il provient des abonnements, de la vente à la criée et de la vente aux syndicats et militants. De 1904 à 1907, l'équipe se renforce de nombreuses rédactrices aujourd'hui tombées dans l'oubli, mais également de deux autres plus connues, Odette Laguerre (pacifiste et féministe, qui fondera la Ligue internationale des mères et éducatrices pour la paix) et Nelly Roussel, issue d'une famille bourgeoise catholique, mais qui rompt à 20 ans avec les valeurs familiales pour se tourner vers la lutte féministe. En plus de la revue, Gabrielle enchaîne dans toute la France, grâce à son éloquence naturelle, des conférences sur ses sujets de prédilection et l'exploitation des femmes. C'est au cours de l'une d'elles qu'elle rencontre Julia Bertrand, qui l'amènera vers les thèses libertaires. De 1904 à 1910, Gabrielle donne 2 000 conférences dans 58 départements ! Elle soutient également les nombreux mouvements de grèves qui fleurissent ces années-là à travers le pays.

Gabrielle Petit « ennemie publique »

Son soutien inconditionnel aux grévistes ne passe pas inaperçu et c'est à partir de ce moment-là qu'elle est étroitement surveillée par la police. Le 1er août 1907, elle est arrêtée sans explication à Granges, dans les Vosges, et conduite en prison. À son procès, on lui reproche d'avoir tenu des propos antimilitaristes au cours d'une conférence et d'avoir, dans un train, provoqué des militaires à la désobéissance et au vol des armes. Elle a été dénoncée par deux faux témoins et, malgré le soutien de nombreux militants, elle restera en prison jusqu'au 1er février 1908. Devenue une personne « dangereuse », elle sera dorénavant accompagnée dans tous ses déplacements par un commissaire de police ou un gendarme. Mais cette restriction à sa liberté ne l'empêchera pas de continuer à sillonner la France, courant de conférences (elle en fait parfois 3 par jour) en soutiens aux grévistes. En 1908, Gabrielle est de nouveau arrêtée le 2 août, tandis qu'elle soutient les grévistes des soieries de Besançon, au prétexte, une fois encore qu'elle fait de la propagande antimilitariste. Elle est devenue « une femme à abattre », et sera inculpée lors de son procès particulièrement retors qui se tiendra le 29 août. À la suite de ce procès, les grévistes se démobilisent et acceptent les conditions patronales, tandis que, contrairement aux promesses de l'administration, 300 ouvriers sont laissés sur le carreau et ne sont pas réembauchés. Gabrielle sera la seule manifestante emprisonnée et ne sortira que le 13 novembre 1908, ce qui ne l'empêchera pas de continuer à participer à la revue *La Femme affranchie*, à des conférences et autres soutiens militants durant les années suivantes. « *On peut encore m'emprisonner et même me tuer, me mater, jamais !* »

De plus en plus antimilitariste

Au début de l'année 1913, Gabrielle Petit et Julia Bertrand, sentant monter la menace de la guerre, rédigent un numéro spécial, tandis que la voix des nationalistes se fait de plus en plus véhémente et violente contre les pacifistes, et tout particulièrement contre Jaurès qui est assassiné le 31 juillet 1914. Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France. Le désespoir et la colère saisissent les militants pacifistes, d'autant que le parti socialiste et la CGT oublient leurs belles résolutions et se groupent autour du gouvernement de défense nationale. Jouhaux, secrétaire général de la CGT, se retrouvera même à siéger au Comité de secours national à côté de Maurice Barrès et Charles Maurras, représentants de la droite nationaliste… On ne sait rien de ce qui advient de Gabrielle durant la guerre. Toujours est-il qu'on la retrouve dans les années 1920, alors que le gouvernement ne parle que de « repeupler le pays » et qu'une loi aggrave les peines des femmes ayant subi un avortement et celles qui exercent l'activité d'avorteuse. Un nouveau combat pour l'infatigable Gabrielle Petit. En 1927, tandis qu'elle séjourne successivement dans les Vosges, le Lot, la Charente, elle est toujours inscrite au carnet B et flanquée d'un gardien de la paix. Ce qui ne l'empêche pas de continuer à sillonner le pays, reprenant ses conférences en faveur du pacifisme et du droit de vote pour les femmes, même si, en tant que sympathisante libertaire, elle considère que ce combat a ses limites et dénonce les tares du parlementarisme. En effet, pour elle « *être antivotant n'est pas en contradiction avec la revendication du suffrage féminin. Pour s'abstenir et manifester par ce moyen sa condamnation du comportement des politiciens, faut-il encore avoir le droit de voter !* » On ne compte pas tous les endroits où elle s'est rendue pour faire partager ses convictions et ceci pratiquement jusqu'à la fin de sa vie en 1952, à l'âge de 92 ans. Une belle histoire qui, si elle ne s'inspire que des numéros retrouvés de *La Femme affranchie* et des deux procès de Gabrielle Petit, nous fait traverser des années de combat, revivre et comprendre toujours un peu mieux notre histoire et plus particulièrement celle de la lutte des femmes.

P. S.

L'anarcho-syndicalisme selon Rudolf Rocker

C'EST AVEC UN PLAISIR CERTAIN que les anarchistes vont se plonger dans la traduction récente de *Théorie et pratique de l'anarchosyndicalisme* de Rudolf Rocker. Publié initialement en 1938, on doit sa traduction à Normand Baillargeon – le même qui a incité les éditions Agone à traduire et publier l'incontournable *Une histoire populaire des États-Unis* de Howard Zinn. L'ouvrage est précédé d'une courte introduction qui offre quelques éléments biographiques sur l'auteur.

Pour les autres lecteurs, étrangers à la mouvance libertaire, *Théorie et pratique*... est une parfaite introduction aux logiques de la pensée anarchiste. Dans un langage très clair, érudit et accessible, Rocker y expose l'histoire du mouvement ouvrier et syndical – ses prémisses théoriques et ses aboutissements politiques. Le livre est alors à la fois une étude socio-historique et une explicitation du mouvement d'émancipation. Il dresse un panorama international de l'activisme anarchiste et s'attarde particulièrement sur la signification et l'importance du soulèvement espagnol de 1936. Mais avant d'en arriver là, Rocker retrace, à travers de nombreux exemples historiques, le quotidien de l'exploitation économique et l'étendue des luttes qui ont construit la société actuelle : l'apparition des syndicats, le luddisme, les différentes méthodes d'actions anarchosyndicalistes (grève, boycott, sabotage), et leur finalité utopique.

L'approche de l'auteur est résolument non-dogmatique : la liberté, l'égalité, « *la conscience de la responsabilité personnelle* » et « *la capacité de compassion envers autrui* » servent simplement de guides. Ensemble, ils orientent vers une « *perfectibilité* » de la vie humaine et sociale. L'aspiration anarchiste est ici conçue comme un processus résolument dynamique et non figé. Il n'y a pas pour l'auteur de « *concept absolu* », il y a au contraire la possibilité d'applications multiples pour l'organisation sociale. Et c'est à juste titre que Noam Chomsky souligne dans sa préface cette reconnaissance des multiples formes sociales possibles et changeantes comme l'une des grandes leçons de l'histoire.

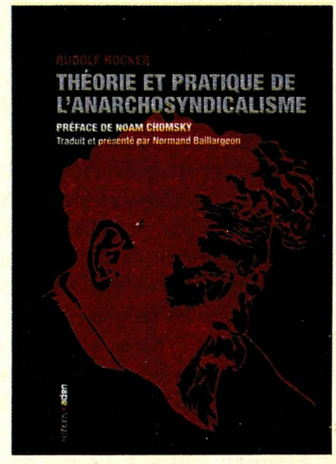
Un des nombreux apports essentiels de l'ouvrage est qu'il témoigne d'une ténacité stimulante, alors qu'il est écrit dans une période propice aux extrêmes droites, juste avant la Seconde Guerre mondiale. La verve, toujours très contemporaine, avec laquelle Rocker dénonce les méfaits du capitalisme et de l'État moderne réjouira et inspirera sans doute nombre de lecteurs.

On peut, et on doit, certes regretter une critique sociale qui tend à se limiter au capitalisme et qui conçoit l'État, ou l'idée de nation, comme simple instrument au service des industriels exploiteurs (le patriarcat et le racisme sont aussi des systèmes distincts d'exploitation et de domination ! Et c'est pourquoi l'explication concernant « *l'accroissement de la prostitution* », page 61, m'apparaît très insatisfaisante). Le recours à l'idée de nature est également décevant.

Malgré tout, ce livre recèle de véritables extraits d'anthologies, par exemple j'adore cela : « *L'État n'est capable de rien d'autre que de maintenir d'anciens privilèges ou d'en créer de nouveaux : c'est là toute sa substance et sa pleine signification* », ou encore : « *Prétendre que la soi-disant dictature du prolétariat est différente parce qu'elle est une dictature exercée par une classe et non par des individus n'est qu'un tour de passe-passe bon pour les nigauds, qui ne peut tromper aucun individu sérieux.* »

Il est alors un parfait antidote contre l'engouement récent pour l'hypothèse communiste et je-ne-sais quelle nébuleuse « néomaoïste » ; véritable chapelle-caserne qui n'a de nouveau que le préfixe !

Yly



Rudolf Rocker, *Théorie et pratique de l'anarchosyndicalisme*, Éditions Aden, 290 pages, 19 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris et sur www.librairie-publico.com

93, la belle révoltée

Un film de Jean-Pierre Thorn

Dès lors qu'on habite cette géographie de la banlieue, on apprécie sans limites cette mosaïque de cultures et d'imagination, on se lasse d'entendre les attaques continuelles qui lui sont portées, désobligeantes et assassines, toujours exprimées par des élites, alors que des années de politique de la ville ont tissé sciemment un monde de précarité tout en contribuant à ruiner les derniers espoirs d'habitants exténués, enfin, parce que si la culture populaire disparait l'avenir est carbonisé, le flm de Jean-Pierre Thorn, *93, la belle rebelle*, fait du bien[1].

Des Bérurier Noirs à Casey, de Marc Perrone à NTM, de Dee Nasty à D de Kabal, de Serge Teyssot Gay à Grand Corps Malade, des blousons noirs aux rappeurs, en passant par les si idéalistes punks, la Seine Saint-Denis se révèle sur grand écran telle qu'en elle-même. Il y est effectivement question de résistance, de création, de solidarité, d'espérance et, insistons, d'imagination.

Jean-Pierre Thorn filme et relate des aventures, des rencontres et des imaginaires qui naissent dans la culture populaire et qui transforment la vision des mondes pour les rendre universels. Son regard est celui d'un amoureux complice et militant qui après avoir fixé sur pellicule les luttes du monde ouvrier[2], s'attache à filmer les expressions des cultures urbaines[3]. Ce cinéaste filme comme il respire, il lui faut de l'air, de la vie, alors il s'attache à toutes les émotions, toutes les vibrations quand elles s'engagent à défendre les libertés, la liberté.

Le 93, c'est chez moi, c'est la capitale des banlieues, on vous y invite, c'est aussi la représentation d'un monde qui garde profondément chevillées au corps des valeurs prolétariennes de solidarité, d'enthousiasme, de transformation sociale. Ses acteurs, ses habitants ne cèdent jamais au monde qui les entoure, c'est une tradition, il leur faut le transformer sans cesse pour exister.

Ce film est un témoignage existentiel qui résiste à la globalisation. Il dépend de nous que tous les quartiers, ces quartiers périphériques que l'on dissimule, s'emparent de leur histoire pour imposer leurs valeurs positives.

93, la belle rebelle porte la parole du monde des périphéries.

Thierry de Lavau
Émission Traffic sur Radio libertaire

---

1. Sortie en salle le 26 janvier 2011.

2. 1968 : *Oser lutter, oser vaincre*, Flins 68, 1973 : *La grève des ouvriers de Margoline*, 1990 : *Je t'ai dans la peau* (fiction), 2006 : *Allez yallah !*

3. 1995 : *Génération hip hop* ou *Le mouv'des z.u.p*, 1996 : *Faire kifer les anges*, 2003 : *On n'est pas des marques de vélo.*

c'est pas du cinoche !

Hiroshima mon amour

Prenez une société énergivore pleine de centrales nucléaires. Rajoutez une pincée d'éléments naturels indomptables. Mélangez le tout. Vous obtiendrez ce qui se passe aujourd'hui au Japon. Oui, le Japon, c'est loin, la radioactivité, en plus, ça ne se voit pas. Mais ne vous en faites pas : y'en aura pour tout le monde.

Les Enfants du marais

Après le groupe Sexion d'Assaut (rien que le nom en dit long), c'est au tour du rappeur Cortex de se lâcher : « *Je supporte pas qu'un pédé soit maire de Paris* », a-t-il déclaré. Comme quoi, l'homophobie et les postures réacs, si on pensait que ça s'était cantonné à Sardou, on s'est mis le doigt dans l'œil. La lutte n'est pas finie !

La Firme

Les histoires d'espionnage industriel se dégonflent à vitesse grand V chez Renault. Ce genre d'histoire laisse supposer une ambiance interne des plus chaleureuses chez le constructeur automobile qui, comme Orange, avait connu une vague de suicides de salariés il y a quelques mois.

Que la chasse commence

La trêve hivernale est terminée. La chasse aux pauvres va reprendre de plus belle. Les proprios vont pouvoir virer les mauvais payeurs, les squatteurs et autres pauvres qui les empêchent de spéculer sur des logements et locaux vides. Ils pourront compter sur le soutien des flics et de la loi.

Trop belle pour toi

La « journée de la femme » (8 mars) est maintenant terminée. L'année de l'homme et du patriarcat peut donc reprendre en toute sérénité. Là encore, la lutte n'est pas terminée pour mettre à bas les attitudes, propos et comportements sexistes, que ce soit à la maison, dans la rue, au boulot, et aussi dans le milieu militant qui n'est pas exempt de ce genre de comportement.

Bibo

À vos scanners et vos dicos !

Le Cats (Collectif anarchiste de traduction et de scannérisation) de Caen a été créé en janvier 2011.

Nous nous proposons de traduire en français des textes écrits en anglais ou en espagnol, de scannériser des vieux textes français imprimés qu'on ne peut pas trouver sur internet parce que personne ne les a numérisés et de réaliser des sous-titrages de documentaires militants.

Nous privilégions les textes traitant de sujets, évènements, théories, organisations peu connus en France. Traduire des textes traitant de choses sur lesquelles il existe une abondante littérature francophone n'est pas notre priorité.

Nous précisons que nous ne traduisons pas seulement des textes anars mais aussi des textes qui nous semblent intéressants d'un point de vue anar et subversif : textes communistes de conseils, situs, féministes, etc.

Le Cats regroupe principalement des militants et sympathisants anarchistes, mais pas uniquement. Des personnes qui ne sont pas anars ont décidé de nous aider à réaliser des traductions et nous nous réjouissons de leur participation.

Le Cats est évidemment indépendant de tout parti, syndicat ou institution.

Son fonctionnement est autogéré au cours de réunions collectives apériodiques.

Les traductions, sous-titrages, scannérisations réalisés sont mis à disposition en téléchargement libre sur le site du collectif : http://ablogm.com/cats/

Ces textes sont librement diffusables et reproductibles. On se contente de demander d'indiquer l'origine de la traduction, à savoir le nom et la localisation de notre collectif.

Les débuts du Cats seront modestes, mais, avec le temps et les efforts de ses participants, nous espérons pouvoir traduire, diffuser et mettre en commun une quantité importante de textes. Nous concevons notre activité dans la longue durée.

On peut nous contacter à l'adresse mail suivante : catscaen@voila.fr

La Fédération anarchiste a fait des petits

La Fédération anarchiste se développe en région parisienne et en province avec la création de deux nouveaux groupes et d'une nouvelle liaison.

Le groupe parisien **Cable Street Beat Strictly Antifascist** fait référence à l'affrontement de Cable Street qui s'est déroulée le 4 octobre 1936 dans la banlieue de Londres et qui vit 100 000 manifestants antifascistes et anarchistes s'opposer avec succès aux 7000 chemises noires de l'Union britannique des fascistes d'Osward Mosley, protégées par la police. Le groupe peut être joint par courriel à cable-street@federation-anarchiste.org ou bien à FA-RI, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le nouveau **groupe de Saint-Ouen** (Seine-Saint-Denis) peut être joint par courriel à saint-ouen-93@federation-anarchiste.org ou bien à FA-RI, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Enfin, une nouvelle **liaison** de la Fédération anarchiste est présente à Auxerre, dans le département de l'Yonne, vous pouvez la joindre par courriel à auxerre@federation-anarchiste.org ou bien à FA-RI, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Radio libertaire

Jeudi 24 mars

Chronique hebdo (08 h 00) Invités : Sortir du nucléaire, Pièces et main-d'œuvre, Jean-Pierre Garnier, Jean-Pierre Tertrais (sous réserve).

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. De quoi l'Égypte et la Palestine sont-elles le nom ? Invité : Alain Gresh, rédacteur au *Monde diplomatique*.

Les Enfants de Stonewall « Sida bla bla » (19 h 30) Émission d'Act Up Paris.

Entre chiens et loups (20 h 30) Anartiste, collectif d'expression artistique et libertaire (musique, arts sonores, arts plastiques, poésie et chanson).

Vendredi 25 mars

L'écho des cabanes (11 h 00) Émission sur les familles de détenus.

Radio espéranto (17 h 30) Espérantisme. Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue espéranto.

L'Invité du vendredi « Trait d'union » (19 h 00) Le mouvement des idées.

La Grenouille noire (21 h 00) Émission écolo-libertaire.

Bol d'art (22 h 30) Une improvisation sur les possibles à vivre.

Samedi 26 mars

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres… "Clio et les Grands-blancs. La décolonisation inachevée". Qu'est-ce que l'anticolonialisme ? À l'évidence, l'obtention des indépendances, fruit de longues luttes, n'a pu réaliser la décolonisation.

Bulles noires (17 h 00) Bulles de rêve. Rencontres avec des professionnels de l'animation : réalisateurs, dessinateurs, producteurs, spécialistes, initiateurs de salons.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 h 00) Magazine des livres, de la musique et du cinéma. Invités : Jean-Michel Frodon, critique et journaliste de cinéma, pour son essai *Le Cinéma français, de la Nouvelle Vague à nos jours* (Éditions des Cahiers du cinéma) ; L, auteur compositeur interprète, pour son album *Initiale* (Tôt ou tard).

Dimanche 27 mars

Goloss trouda, la voix du travail (08 h 00) Émission franco-russe.

La Plume noire (15 h 30) Nos nouveautés éditoriales anarchistes.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Légalisons le cannabis ! La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 28 mars

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Claaaaaash, deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 h 00) Luttes sociales.

Le Vivre ensemble (18 h 00) Végétarisme et cause animale.

Le Monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme. Par le syndicat CNT santé-social/collectivités territoriales.

Mardi 29 mars

Artracaille (11 h 00) Art en marge. La condition de l'artiste dans la cité.

Wreck this Mess (12 h 30) Cocktail de musiques radicales. Ambiances erratiques : electronic-dub vs hypnotic-groove vs ambient-industrial vs breakbeat-n-noise vs minimal-techno vs electronica-experimental…

L'Idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Un peu d'air frais (16 h 00) L'atelier des anarchies sonores. Réalisations sonores (reportages, documentaires, etc.) à vocation sociale ou politique.

Idéaux et débats (18 h 00) Invité : Patrick Pécherot, en direct, pour son roman intitulé *L'homme à la carabine* (Gallimard) ; en fin d'émission nous diffuserons un entretien réalisé le 4 mars avec Karine Reysset pour son roman intitulé *Les yeux au ciel* (Éditions de l'Olivier).

Paroles d'associations (19 h 30) Magazine de la vie associative et culturelle.

Radio Libertaria (20 h 30) Émission de la CNT d'actualités militantes.

Ça booste sous les pavés (22 h 30) Comité de solidarité avec le peuple basque.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années soixante.

Mercredi 30 mars

L'Entonnoir (09 h 30) Antipsychiatrie.

Blues en liberté (10 h 30) James Cotton, toujours là !

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le Manège (14 h 00) Littérature et cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Lundi 21, mardi 22 mars

Paris XXe

20h. C'est le printemps ! Serge Utgé-Royo revient chanter Léo Ferré et quelques autres. 7, rue des Plâtrières. M° Ménilmontant. Réserver : 01 43 52 20 40. Tarif RL-ML : 15 euros.

Vendredi 1er avril, samedi 2 avril

Bordeaux (33)

À l'occasion de la clôture de sa campagne contre les violences faites aux femmes, le collectif féministe non mixte Ovaire et contre-tout organise un week-end féministe. Vendredi à 19 heures: concert à l'Athénée libertaire: Moravagine, post-punk, The Revengers, punk-rock, Grace&volupte ,Van Van, pipilectro et cacapunk.

Le samedi à 20 h 30: manifestation féministe, non mixte et bruyante, place du Parlement.

Jeudi 24 mars

Alès (30)

20 heures. Invité par le Groupe Gard Vaucluse de la Fédération anarchiste, Philippe Pelletier, auteur d'*Idées reçues sur l'anarchisme* (Éditions du Cavalier bleu), animera une rencontre publique, au 23, rue du Faubourg d'Auvergne. Entrée libre et table de presse.

Clermont-Ferrand (63)

19h30. Utopies américaines, expériences libertaires du XIXe siècle à nos jours. Conférence-débat organisée par la CNT-AIT 63 avec Ronald Creagh, sociologue, historien et spécialiste de la civilisation américaine, auteur du livre *Utopies Américaines*. Amphithéâtre 3, Faculté Gergovia, 29, bd Gergovia. Contacts: cntait63@gmail.com

Vendredi 25 mars

Nîmes (30)

20 heures. Invité par le Groupe Gard Vaucluse de la Fédération anarchiste, Philippe Pelletier, auteur d'*Idées reçues sur l'anarchisme* (Éditions Cavalier bleu), animera une rencontre publique, au Centre Pablo Néruda de Nîmes, salle 3. Entrée libre et table de presse.

Samedi 26 mars

Paris XIe

16h30. Normand Baillargeon pour son livre *Là-haut il n'y a rien. Anthologie de l'incroyance et de la libre-pensée*. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Dimanche 27 mars

Merlieux (02)

De 10 heures à 22h30. Festival de cinéma social et politique, bobines rebelles (Voir quatrième de couverture). Rens. Dominique (groupe Kropotkine 02) tel. 03 23 80 17 09 ou 06 13 83 69 90 (Anne).

Paris XIe

17h00. Soirée de soutien pour l'Anarchist Black Cross. Projection, infos et musique avec Frontiera (anarcho-hardcore mélodique ex-Kina, Italie), Cartouche (anarchopunk, méli-mélodique punk rock, Paris), Clack! (folk'n'rockabilly punk, Paris). Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. Paf: 5 euros.

Mardi 29 mars

Saint-Denis (93)

19 heures La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: La culture de la paix. Quatrième rencontre/débat: La culture de la paix par la démocratie, la tolérance et le désarmement. Présentation par Joël Frison, membre du bureau national du Mouvement de la Paix. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 31 mars

Paris XIIe

20h00. Fred Alpi en concert gratuit à l'occasion de la sortie de son nouvel album, *J'y croyais pas*. En première partie: Nashville Airplane. Les Combustibles, 14, rue Abel. M° Gare de Lyon.

Vendredi 1er avril

Merlieux (02)

20 heures. Le groupe Kropotkine organise une réunion publique avec Normand Baillargeon, auteur d'un *Petit cours d'autodéfense intellectuelle* et de *L'ordre moins le pouvoir*, professeur en sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Montréal. À l'Athénée Libertaire, 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Renseignements: 03 23 80 17 09 ou kropotkine02@no-log.org

Vannes (56)

20h30.Conférence débat sur l'enfermement psychiatrique organisée par le groupe libertaire Lochu (Fédération anarchiste de Vannes) avec Jacques Lesage de la Haye, psychologue, animateur de l'émission anti-carcérale Ras les murs sur Radio libertaire, ancien prisonnier, auteur de nombreux ouvrages sur l'enfermement carcéral et/ou psychiatrique). Palais des Arts. Entrée libre.

Samedi 2 avril

Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Normand Baillargeon, auteur d'un *Petit cours d'autodéfense intellectuelle* et de *L'ordre moins le pouvoir*. Librairie L'insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Paris XIe

16h30. Roger Dadoun pour son ouvrage *L'érotisme. De l'obscène au sublime*, au Puf. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

LA FETE du LIVRE LIBERTAIRE

SAMEDI 2 AVRIL
A PARTIR DE 13 HEURES

A LA CNT,
33 RUE DES VIGNOLES , PARIS 20E
METRO AVRON OU BUZENVAL

LIVRES NEUFS ET D'OCCASION
BUVETTE

ORGANISEE PAR LES EDITIONS CNT-RP